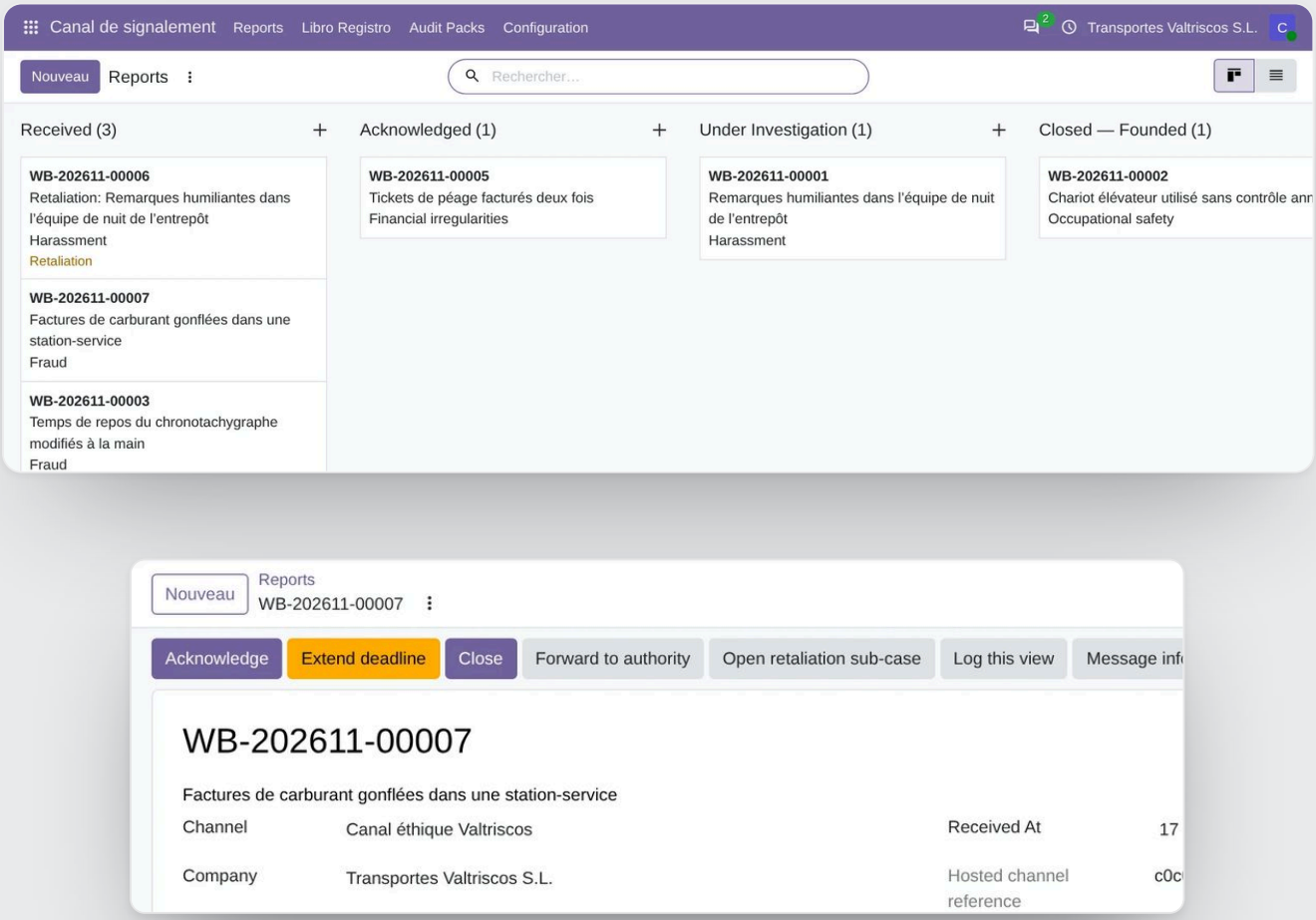
GUIDE DU MODULE · CONFORMITÉ ET RÉGLEMENTATION

Canal de signalement pour Odoo

Une page hébergée pour signaler, de manière anonyme ou nominative, et dans votre Odoo les délais, le registre et l'identité chiffrée.

Odoo 17 · 18 · 19 · 20 | 14 jours d'essai, sans carte | Édition du 18-11-2026



Capture réelle d'Odoo 20. Le tableau de bord des signalements par statut et la fiche d'un signalement reçu par la page hébergée.

Sommaire

À droite, la page où commence chaque chapitre. Les menus et les boutons portent les noms d'Odoo en français.

1	À qui s'adresse le module et ce qu'il résout	3
2	Le module en chiffres	4
3	Où le trouver dans votre Odoo	5
4	Ce dont vous avez besoin avant de commencer	6
5	L'essai de FlexigoTech Cloud	6
6	Connecter votre canal de signalement pas à pas	8
7	Le canal et sa page hébergée	10
8	Recevoir et traiter un signalement	15
9	Les délais : accusé de réception, réponse et prolongation	19
10	Échanger avec l'auteur du signalement	21
11	Qui voit quoi : chiffrement, droits et journal des accès	23
12	Clôturer, transmettre à une autorité et représailles	27
13	Le registre et le paquet d'audit	32
14	Conservation, demandes RGPD et importation	35
15	Les données qui font l'aller-retour	38
16	Ce qui se fait tout seul	39
17	Les options et leur valeur par défaut	40
18	Sécurité et données personnelles	42
19	Plusieurs sociétés et groupes de sociétés	42
20	En cas de problème	43
21	Autres façons de procéder	44
22	Offres et prix	45
23	Questions fréquentes	46
24	Glossaire	48
25	Liste de contrôle et contact	50

Ce guide décrit la version 20.0.1.3.12 du module (branche 20.0 d'Odoo, commit d70a9f16f). Tout ce qu'il dit vient de son code publié, de la documentation officielle de la plateforme ou de captures réelles.

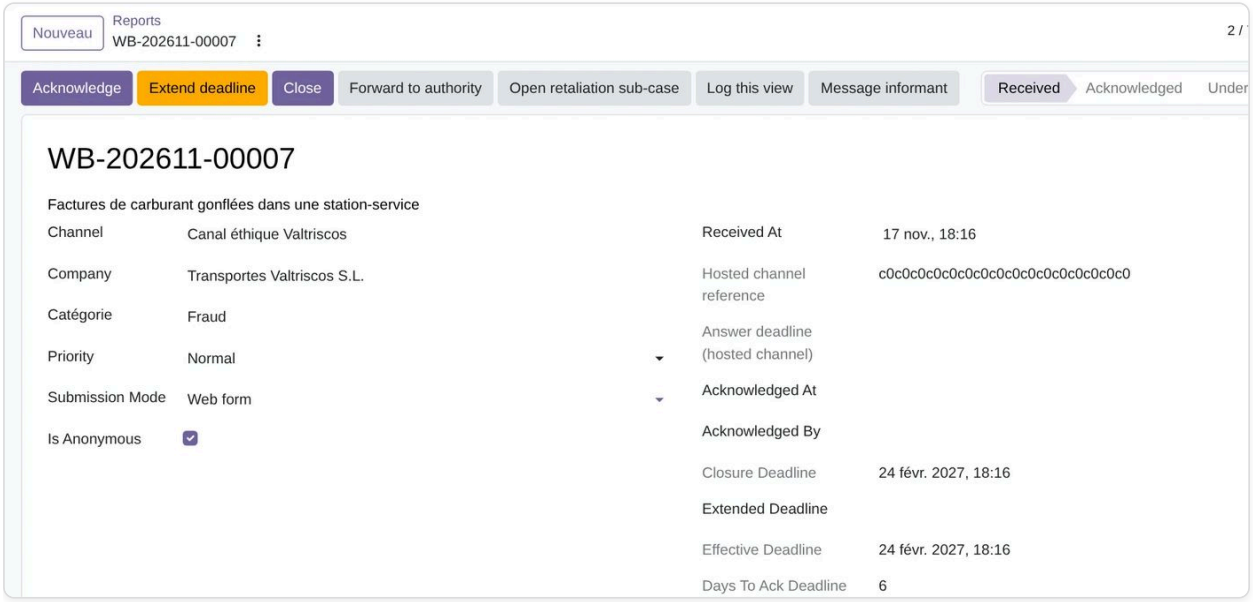
Les captures viennent d'une base Odoo 20 de test, avec une société et des données inventées et sans connexion réelle à FlexigoTech Cloud. Le module existe aussi pour Odoo 17, 18 et 19.

1 À qui s'adresse le module et ce qu'il résout

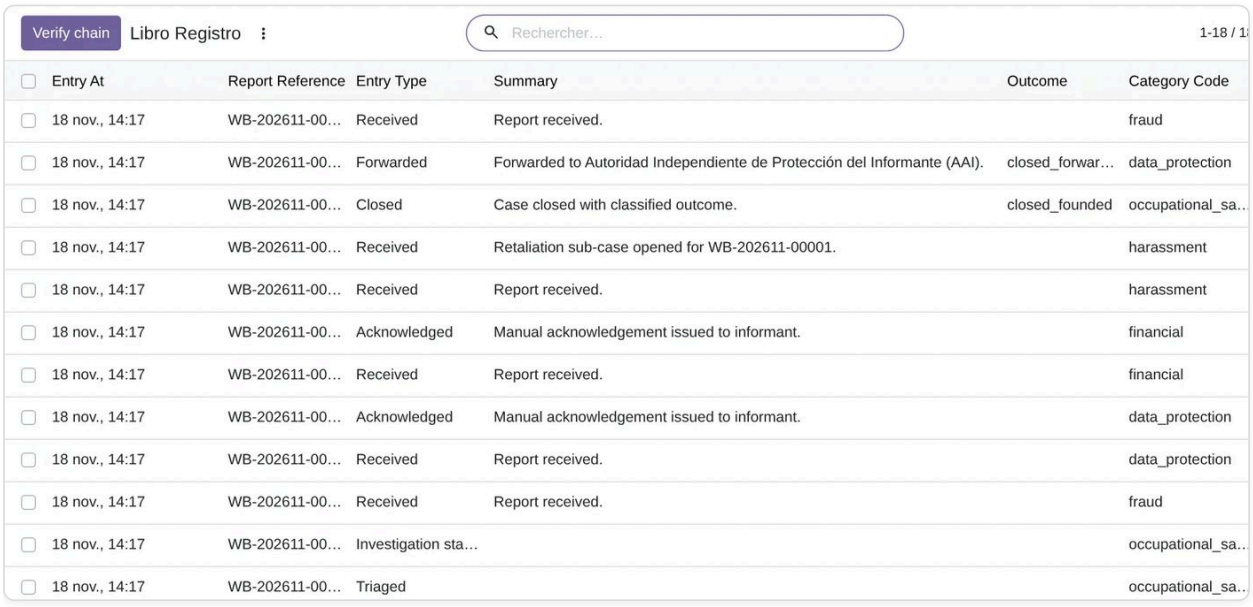
La loi 2/2023 oblige les entreprises du secteur privé comptant cinquante salariés ou plus à disposer d'un Système interne d'information (art. 10.1.a), et la directive (UE) 2019/1937 impose des canaux de signalement interne aux entreprises de 50 salariés ou plus (art. 8.3). Celles qui comptent entre 50 et 249 salariés peuvent partager le système et les ressources avec d'autres (loi 2/2023 art. 12 ; directive art. 8.6). Le module s'adresse à ces entreprises, à leur Responsable du Système et à leur délégué à la protection des données.

Sans outil, le canal se résume souvent à une boîte e-mail : les délais se calculent à la main, le registre est un tableur que n'importe qui peut modifier et rien ne garde trace de qui a lu quoi.

Avec le module, les signalements arrivent par la page hébergée de FlexigoTech Cloud, anonymes ou nominatifs, même si votre Odoo est hors ligne. Ils arrivent scellés avec la clé de votre base, et votre Odoo les récupère toutes les 10 minutes et conserve chiffrés leur texte et les données de l'auteur du signalement. Sans le canal hébergé, une nouvelle installation n'a pas d'adresse pour les auteurs de signalements.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Un signalement reçu par la page hébergée, avec ses boutons d'accusé de réception, de prolongation de délai et de clôture.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le registre avec le bouton permettant de vérifier la chaîne.

Ce qui change au quotidien

- Le délai d'accusé de réception de 7 jours et le délai de réponse de 3 mois se calculent automatiquement (loi 2/2023 art. 9.2.c et 9.2.d ; directive art. 9.1.b et 9.1.f), avec des alertes pour les échéances dépassées et des activités pour le Responsable du Système.
- L'identité du lanceur d'alerte est conservée chiffrée, et seul le Responsable du Système la voit à l'écran. Ni les enquêteurs, ni les RH, ni le service juridique ne la voient.
- Avec l'auteur du signalement, un fil de discussion sécurisé passe par la page hébergée, et depuis le signalement vous pouvez ouvrir un sous-signalement pour représailles.
- Le registre de la loi 2/2023 art. 26 ne peut pas être modifié depuis Odoo et il est chaîné avec des empreintes SHA-256 : le bouton de vérification de la chaîne signale si quelqu'un a touché à une entrée en dehors d'Odoo.
- Chaque signalement conserve son historique d'événements, et le paquet d'audit rassemble dans un ZIP le registre et les journaux d'une période donnée.

Ce qu'il ne fait pas

- Il n'envoie rien à aucune autorité. Le bouton de transmission indique à laquelle le signalement a été transmis, clôture le signalement comme transmis et inscrit l'entrée au registre ; l'envoi, c'est vous qui le faites.
- Il n'enquête pas et ne décide pas : le Responsable du Système classe, instruit et clôture chaque signalement. Ce n'est pas un conseil juridique.
- Il ne notifie pas à l'Autorité indépendante de protection des lanceurs d'alerte la désignation ni la révocation du Responsable (loi 2/2023 art. 8.3) : la case est cochée à la main par l'entreprise.
- Il ne réserve pas de rendez-vous en présentiel depuis la page hébergée, n'enregistre ni ne transcrit les communications orales, et n'a pas d'écran pour saisir un signalement reçu de vive voix.
- Il n'applique la loi d'aucun pays autre que l'Espagne : avec tout autre profil de pays, seul change le calcul du délai de réponse, qui se compte à partir de l'accusé de réception, comme dans la directive.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

2 Le module en chiffres

4
versions d'Odoo : 17, 18, 19 et 20

14
jours d'essai de FlexigoTech Cloud

7
jours pour l'accusé de réception

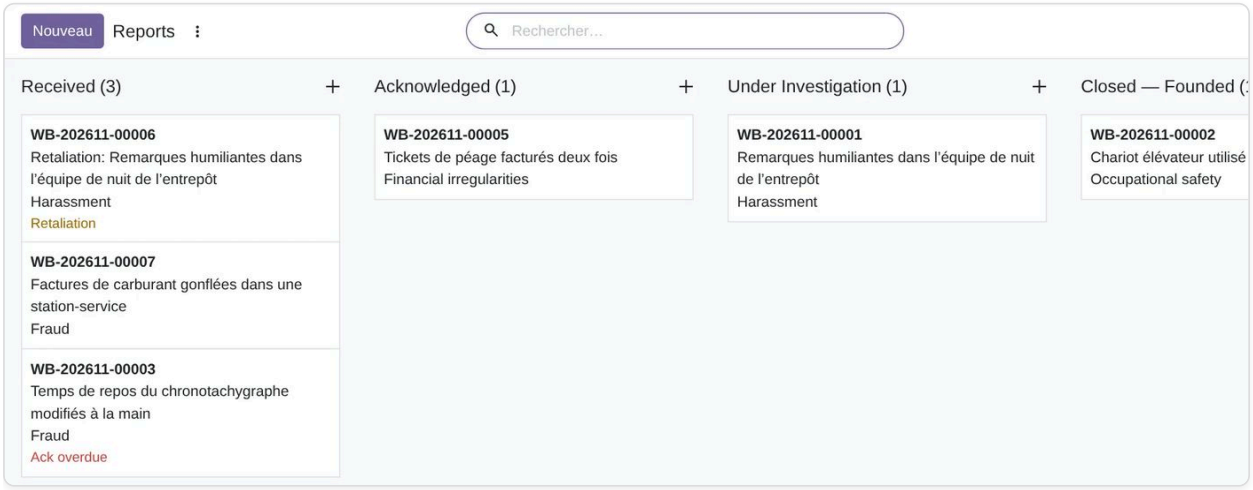
3
mois pour la réponse

7
tâches planifiées

195
tests automatisés

Le module fonctionne sous Odoo 17, 18, 19 et 20. Il dépend de base, web, mail, website, portal, calendar et flexigotech_cloud.

3 Où le trouver dans votre Odoo



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le tableau de bord **Reports**, avec les signalements d'exemple regroupés par statut.

Tout se trouve dans le menu **Canal de signalement**. Presque tous ses écrans restent en anglais dans toutes les langues, y compris en espagnol, et ils sont donc reproduits ici tels que vous les verrez.

Canal de signalement › Reports	Les signalements, en tableau de bord par statut et en liste. Le Responsable du Système et les enquêteurs les voient ; ces derniers uniquement ceux auxquels ils sont assignés.
Canal de signalement › Libro Registro	Le registre de la loi 2/2023 art. 26, avec un bouton pour vérifier sa chaîne. Le Responsable, le délégué à la protection des données et l'auditeur externe le voient.
Canal de signalement › Audit Packs	Les paquets d'audit déjà générés et, à l'intérieur, **Canal de signalement › Audit Packs › Generate Audit Pack** pour en créer un nouveau. Le Responsable et le délégué à la protection des données les voient ; générer, seul le Responsable le peut.
Canal de signalement › Configuration	**Canal de signalement › Configuration › Channels**, **Canal de signalement › Configuration › Categories**, **Canal de signalement › Configuration › Responsables**, **Canal de signalement › Configuration › Policy documents**, **Canal de signalement › Configuration › Privacy notices**, **Canal de signalement › Configuration › DPIA artefacts**, **Canal de signalement › Configuration › External authorities**, **Canal de signalement › Configuration › Retention policies**, **Canal de signalement › Configuration › Import batches**, **Canal de signalement › Configuration › Import legacy reports** et **Canal de signalement › Configuration › Préparation de la demande RGPD (DSAR)**. Ils sont visibles par le Responsable et le délégué à la protection des données ; les deux menus d'importation, par le seul Responsable.

En dehors de son menu, le module apporte sept tâches planifiées, qui récupèrent les signalements de la page hébergée, surveillent les délais, appliquent la conservation et font expirer les autorisations par dossier, ainsi qu'une section **Canal de signalement** dans les paramètres d'Odoo. Les signalements arrivent par la page hébergée de FlexigoTech Cloud, qui s'active depuis le canal.

4 Ce dont vous avez besoin avant de commencer

- Odoo 17, 18, 19 ou 20, sur Odoo.sh ou sur votre propre serveur. Le module ne fonctionne pas sur Odoo Online, qui n'autorise pas l'installation de modules tiers.
- Votre Odoo doit s'ouvrir avec une adresse https : sans elle, le canal ne peut pas être publié.
- L'application Site web. Le module l'installe si vous ne l'avez pas.
- Qui sera le Responsable du Système : une personne disposant d'un utilisateur Odoo ou un organe collégial. C'est l'organe d'administration qui le désigne (loi 2/2023 art. 8.1 et 8.2).
- Qui fera office d'enquêteur et qui de délégué à la protection des données.
- Le texte de la politique du canal et celui de l'avis de confidentialité.
- Une adresse https où vous publiez vos textes juridiques à l'intention des auteurs de signalements, et une adresse e-mail où recevoir les alertes de délais.
- L'abonnement à FlexigoTech Cloud ou son essai de 14 jours.

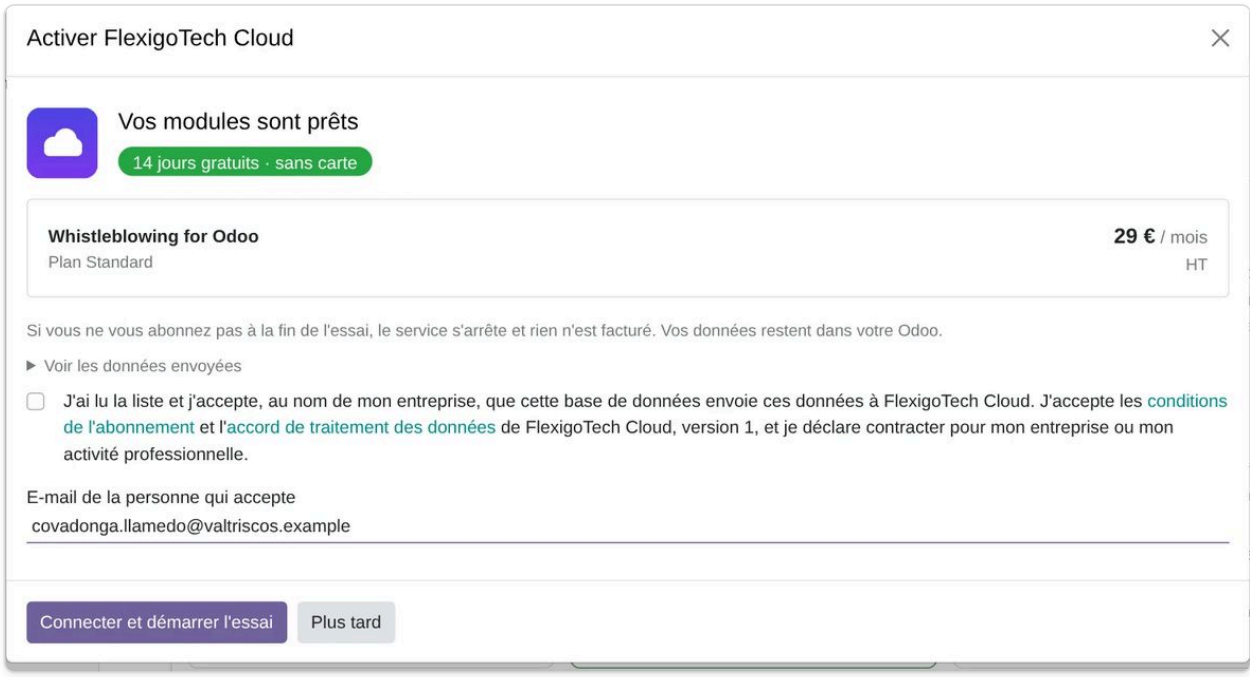
> Ce que le module ne fait pas à votre place. Il ne notifie pas à l'Autorité indépendante de protection des lanceurs d'alerte la désignation ni la révocation du Responsable : la case de notification est cochée à la main une fois que vous l'avez fait. Il n'envoie rien à aucune autorité, pas même au ministère public : la transmission à une autorité indique seulement à laquelle vous l'avez transmis et en garde trace. Il n'enquête pas et ne décide pas : le Responsable classe, instruit et clôture chaque signalement avec son résultat et ses mesures. Et ce n'est pas un conseil juridique.

Il s'installe comme n'importe quel module tiers d'Odoo, sur Odoo.sh ou sur votre serveur. Odoo installe en même temps `flexigotech_cloud`, la connexion à FlexigoTech Cloud, et, si vous ne les avez pas, les applications dont il dépend : Site web, Conversations et Calendrier.

5 L'essai de FlexigoTech Cloud

1. **Cliquez sur Activer dans la barre du haut**

   Elle s'affiche dès l'installation du module. La fenêtre **Activer FlexigoTech Cloud** s'ouvre, avec le plan Standard et ses 14 jours gratuits, sans carte bancaire.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** La fenêtre d'activation : lisez la liste des données, cochez la case et saisissez votre e-mail.

2 **Acceptez et saisissez votre e-mail**

Cochez « J'ai lu la liste et j'accepte, au nom de mon entreprise… » (elle inclut les conditions de l'abonnement et le contrat de sous-traitance) et saisissez l'**E-mail de la personne qui accepte**.

3 **Cliquez sur Connecter et démarrer l'essai**

Odoo enregistre la base dans FlexigoTech Cloud et l'essai du module démarre. Si vous préférez le faire plus tard, **Plus tard** ferme la fenêtre.

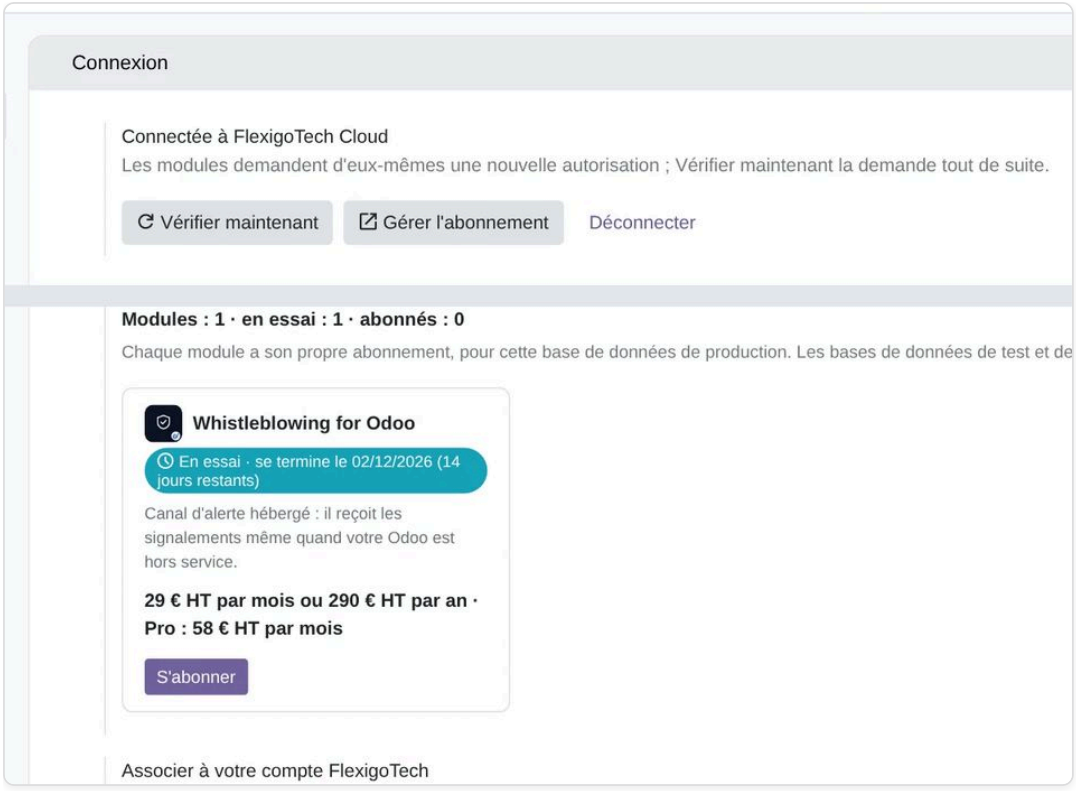
La même chose, depuis les Paramètres

Dans **Paramètres › FlexigoTech Cloud** figure la liste complète de ce que la base envoie. Cochez la case, saisissez l'e-mail et cliquez sur **Accepter et connecter**. Si vous avez déjà un compte sur app.flexigotech.com, le champ **Vous avez un code de votre compte ?** relie la base à ce compte (le code est valable 10 minutes).



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Paramètres › FlexigoTech Cloud, avant la connexion : la case cochée, l'e-mail et **Accepter et connecter**.

Une fois la base connectée, le bloc **Modules** affiche chaque module avec son état : **En essai** et sa date de fin, **Abonné**, etc. Vous y choisissez le plan (Standard ou Pro, mensuel ou annuel) et cliquez sur **S'abonner** : le paiement s'effectue sur la page de Stripe, en dehors d'Odoo.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Paramètres › FlexigoTech Cloud avec la base connectée et le module en essai.

Prix hors TVA. Si vous ne vous abonnez pas à la fin de l'essai, le service s'arrête et rien n'est facturé ; vos données restent dans votre Odoo. **Vérifier maintenant** demande l'autorisation immédiatement (sinon, le module la renouvelle tout seul toutes les 6 heures).

> Sur une copie neutralisée (staging) ou une base avec des données de démonstration, il est impossible de démarrer un essai : Paramètres l'indique avec « Cette base de données est une copie neutralisée ou contient des données de démonstration, on ne peut donc pas y démarrer d'essai. »

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

6 Connecter votre canal de signalement pas à pas

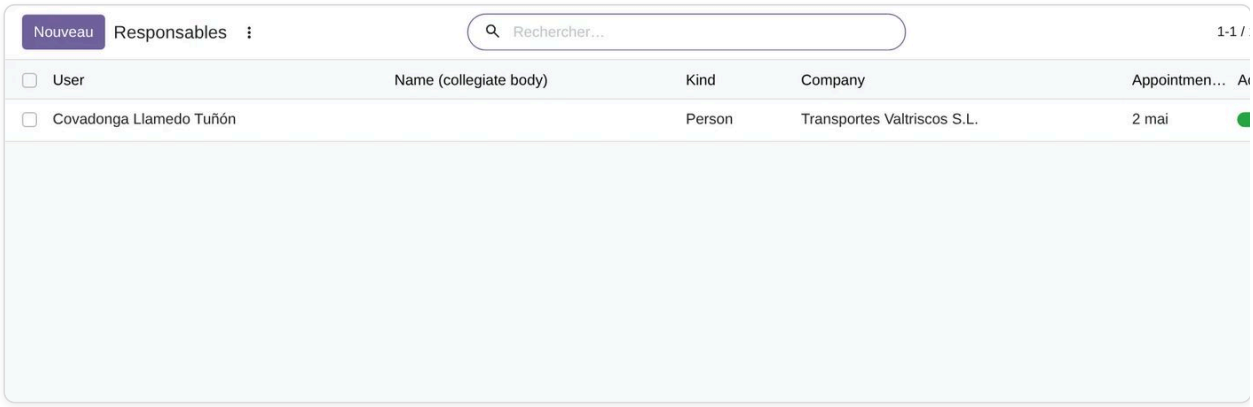
1 **Attribuer le groupe au Responsable**

À l'installation, le module n'attribue aucun de ses groupes à personne, pas même à l'administrateur : tant que personne ne l'a, le menu **Canal de signalement** reste invisible et ses listes affichent une erreur d'accès. Un administrateur ouvre la fiche utilisateur de la personne qui sera Responsable du Système (ce peut être vous) et lui attribue le groupe **Whistleblowing / Responsable del Sistema**. Ce groupe inclut ceux d'enquêteur, de délégué à la protection des données, d'auditeur externe et le tableau de bord du conseil.

2 **Créer le Responsable du Système**

Ouvrez **Canal de signalement › Configuration › Responsables** et cliquez sur **Nouveau**. Dans **Kind**, choisissez le type : une personne renseigne son utilisateur dans **User** et un organe collégial son nom dans **Name (collegiate body)**. La date de nomination se saisit dans **Appointment Date** et ne peut pas être future. Dans le groupe **AAI notification**, joignez le document de désignation et, une fois la nomination notifiée à l'Autorité indépendante de protection du lanceur d'alerte, cochez vous-même **Notified To Aai** et

sa date. Il ne peut y avoir qu'un seul Responsable actif par société. À l'enregistrement, son utilisateur reçoit aussi le groupe de l'étape précédente.



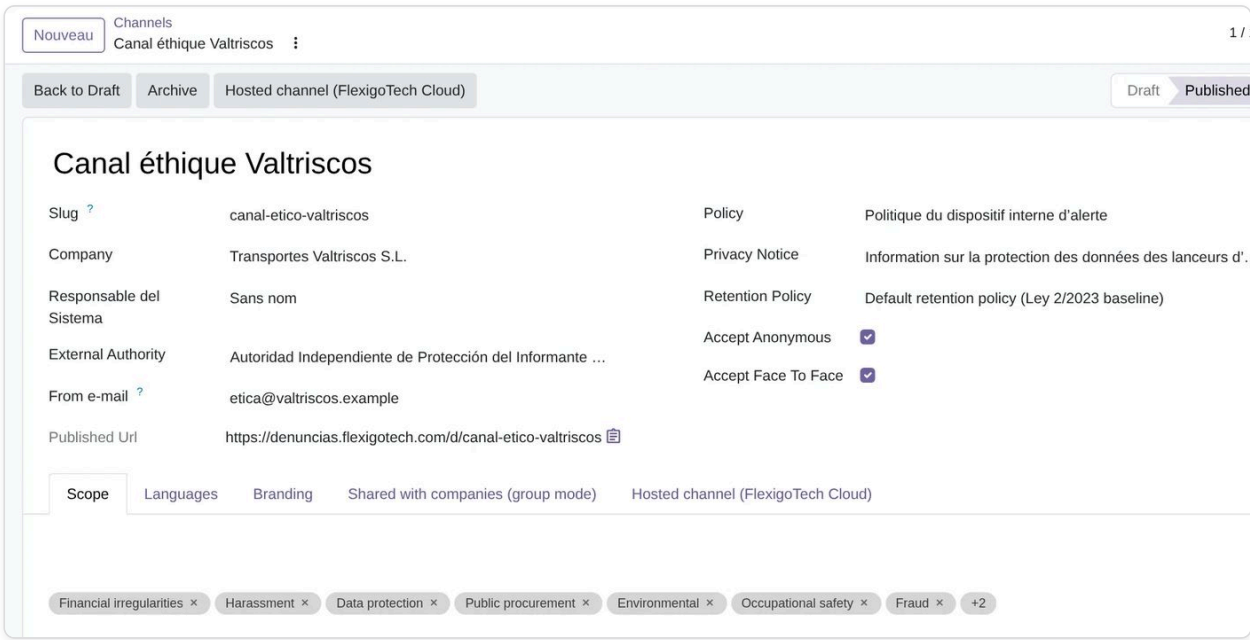
- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste **Responsables** avec le Responsable de la société d'exemple.

3 Créer la politique et l'avis de confidentialité

Rédigez la politique du canal dans **Canal de signalement › Configuration › Policy documents** et l'avis de confidentialité dans **Canal de signalement › Configuration › Privacy notices**. Le canal a besoin des deux pour être publié.

4 Créer le canal et le publier

Ouvrez **Canal de signalement › Configuration › Channels** et cliquez sur **Nouveau**. Saisissez le nom du canal et son identifiant dans **Slug**, puis choisissez le **Responsable del Sistema**, la **Policy**, le **Privacy Notice** et l'**External Authority**. Dans les onglets, choisissez les **Languages** et, dans **Scope**, les **Accepted Categories** : ce sont les langues et les catégories que le canal transmet à la page hébergée. Cliquez ensuite sur **Publish**. Pour publier, il faut le Responsable, la politique, l'avis de confidentialité et que l'adresse de votre Odoo commence par https. Dans une société d'Espagne, on ne peut pas retirer **Accept Anonymous** (Loi 2/2023 art. 7.3).



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le canal d'exemple, avec le bouton **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)** en haut et l'adresse de sa page hébergée dans **Published Url**.

5 Activer la page hébergée

Sur le canal, cliquez sur **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)** ; seuls les administrateurs le voient. L'assistant explique ce qui est envoyé à FlexigoTech Cloud avant tout envoi. Renseignez **Page address** (de 3 à 40 caractères, minuscules, chiffres ou tirets), **Legal texts address (https)** et **Email for deadline alerts**, et si vous le souhaitez **Your other reporting channels**. Cochez la case d'acceptation et cliquez sur **Activate the hosted channel**. Une base de données ne peut avoir qu'un seul canal hébergé actif : l'activer sur un canal désactive les autres.

6 **Communiquer l'adresse aux salariés**

Une fois la page active, **Published Url** affiche son adresse, sur denuncias.flexigotech.com. C'est celle qu'utiliseront les auteurs de signalements : diffusez-la là où vos salariés la trouveront.

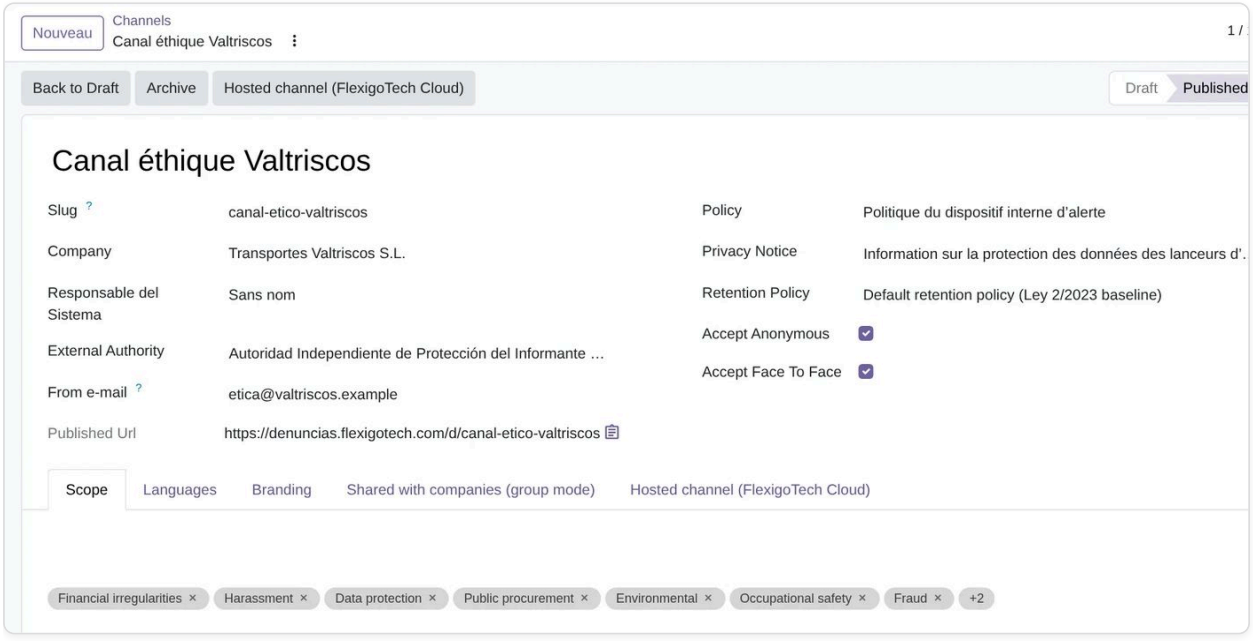
7 **Attribuer les groupes aux autres**

Attribuez à chacun son groupe dans sa fiche utilisateur : **Whistleblowing / Investigator** pour les enquêteurs, **Whistleblowing / Data Protection Officer** pour le délégué à la protection des données et **Whistleblowing / External auditor** pour l'auditeur. Les RH et le service juridique passent par des autorisations par dossier : c'est expliqué dans « Donner accès à un dossier ».

Une fois la page activée, elle reçoit déjà des signalements. Votre Odoo les récupère automatiquement toutes les 10 minutes grâce à la tâche planifiée **Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)**, et conserve chiffrés leur texte et les données de l'auteur. Deux autres tâches surveillent les délais : **Whistleblowing: recompute overdue flags**, toutes les 15 minutes, et **Whistleblowing: deadline reminders**, toutes les heures.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

7 Le canal et sa page hébergée



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le canal avec ses boutons, l'adresse publiée et les onglets.

Le canal

Ouvrez **Canal de signalement › Configuration › Channels**. Chaque canal porte un nom, un identifiant Odoo (**Slug**) et la société à laquelle il appartient. Les autres données du formulaire :

Responsable del Sistema	La personne ou l'organe qui gère les signalements de ce canal.

Languages et **Accepted Categories**	Les langues du canal et les catégories d'infraction qu'il accepte.
Policy et **Privacy Notice**	La politique du canal et l'avis de confidentialité affichés à l'auteur du signalement.
External Authority	L'autorité externe vers laquelle pointe une transmission.
Accept Anonymous	Indique si le canal accepte les signalements anonymes. Dans une société d'Espagne, on ne peut pas le retirer (Loi 2/2023 art. 7.3) : à l'enregistrement, l'avertissement « Le signalement anonyme est obligatoire en Espagne (Loi 2/2023 art. 7.3); il ne peut pas être désactivé pour un canal d'entreprise espagnole. » s'affiche.
Published Url	L'adresse destinée aux auteurs de signalements. Dans une nouvelle installation, il s'agit de celle de la page hébergée, et il n'y en a aucune tant que vous ne l'avez pas activée.

Onglets et statuts

Le canal comporte les onglets **Scope**, **Languages**, **Branding**, **Shared with companies (group mode)** et celui du canal hébergé. Son statut est **Draft**, **Published** ou **Archived**. Les boutons changent selon le statut :

Publish	N'apparaît qu'en brouillon. Fait passer le canal à l'état publié.
Back to Draft	Visible lorsque le canal n'est pas en brouillon. Le remet en brouillon.
Archive	Visible tant que le canal n'est pas archivé. L'archive.

Pour publier, le canal a besoin d'un Responsable du Système, d'une politique et d'un avis de confidentialité, et l'adresse Odoo (celle que Odoo a enregistrée comme adresse web) doit commencer par https. Si quelque chose manque, Odoo l'indique dans un message en anglais : « Cannot publish a channel without a Responsable. », « Cannot publish a channel without a Policy. », « Cannot publish a channel without a Privacy Notice. » ou « Whistleblowing channels require HTTPS. The current web.base.url (...) is plain HTTP. Configure TLS before publishing. ».

Activer la page hébergée

La page hébergée est une page publique de FlexigoTech Cloud, à denuncias.flexigotech.com/d/ suivie de l'adresse de la page. Elle reçoit des signalements même si votre Odoo est hors service. Sans elle, une nouvelle installation n'a pas d'adresse pour les lanceurs d'alerte.

1. **Ouvrez l'assistant**
   Dans le canal, cliquez sur **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)**. Seuls les administrateurs le voient. L'assistant explique ce qui est envoyé à FlexigoTech Cloud avant d'envoyer quoi que ce soit.

2. **Remplir les données**
   Page address (de 3 à 40 minuscules, chiffres ou tirets ; l'assistant propose l'identifiant du canal), **Legal texts address (https)** et **Email for deadline alerts** sont obligatoires. Le courriel est prérempli avec celui de l'utilisateur Responsable ou, à défaut, celui de la société. **Your other reporting channels** est facultatif.

3. **Accepter**
   Cochez la case d'acceptation, qui se fait au nom de votre entreprise. Si vous ne la cochez pas, le message « Tick the box to accept before activating the hosted channel. » s'affiche et rien n'est activé.

4. **Cliquez sur Activate the hosted channel**

Si FlexigoTech Cloud accepte l'inscription, le canal est activé et conserve la version du texte acceptée, qui a accepté et quand. Sinon, Odoo indique la raison ; par exemple « That page address belongs to another company: choose another one. ».

L'onglet **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)** du canal affiche **Hosted channel active**, **Hosted page** (l'adresse de la page), **Hosted page address**, **Legal texts address (https)**, **Email for deadline alerts** et **Other reporting channels**, et à droite **Accepted text version**, **Accepted DPA version**, **Accepted by** et **Accepted on**.

> Une base de données n'a qu'un seul canal hébergé actif : si vous activez la page sur un canal, elle est désactivée sur les autres, y compris ceux d'autres sociétés. La page ne conserve pas l'adresse IP de la personne qui signale, ni dans l'application ni dans le journal de son serveur.

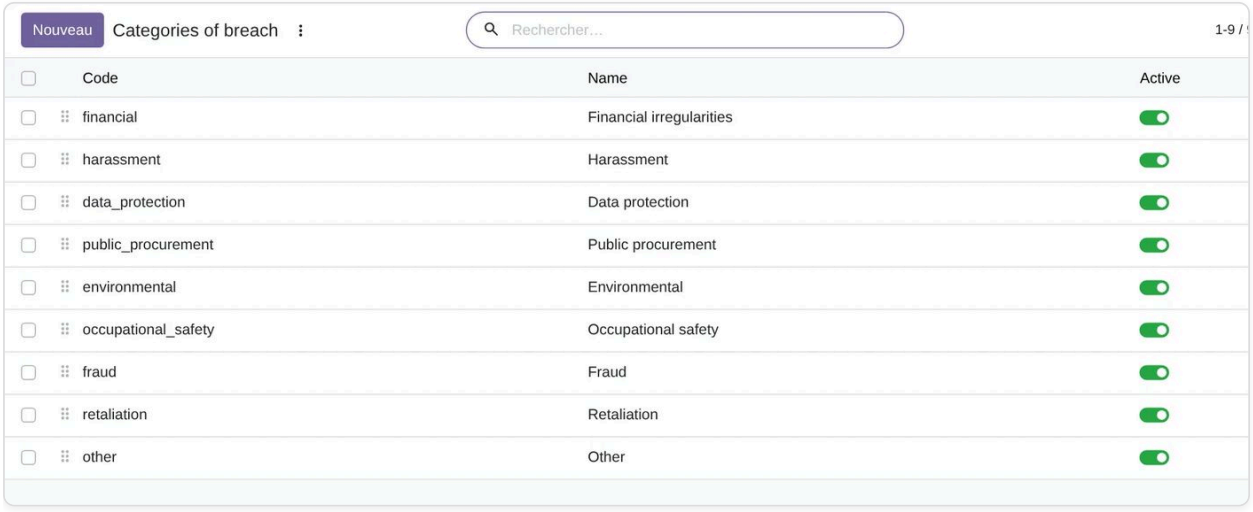
Ce que voit le lanceur d'alerte

- La page demande la catégorie, l'objet et le texte du signalement.
- Le lanceur d'alerte choisit entre un signalement anonyme ou avec nom et courriel.
- Il peut joindre jusqu'à 10 pièces jointes.
- À l'envoi, la page affiche une seule fois un code de suivi de 26 caractères, qu'il ne choisit pas. Avec ce code, il revient lire les messages de l'entreprise et répondre par messages et pièces jointes.
- La page peut être en espagnol, anglais, catalan, portugais, français ou allemand. Elle affiche la langue de la personne qui l'ouvre si le canal la propose dans **Languages** ; sinon, la première de ces six que possède le canal, ou l'anglais. Il n'y a pas d'italien, de néerlandais ni de polonais.

D'où arrivent les signalements

Les signalements arrivent scellés chez FlexigoTech Cloud. La tâche planifiée **Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)** s'exécute toutes les 10 minutes dans votre Odoo : elle récupère ce qui a été reçu, conserve chiffrés le texte et les données du lanceur d'alerte, transmet au lanceur d'alerte ce que l'entreprise lui a écrit, et lit les délais de chaque signalement hébergé.

Les catégories



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Les 9 catégories fournies par le module, dans **Categories of breach**.

Le module installe 9 catégories, dans **Canal de signalement › Configuration › Categories**. Chacune comporte **Code**, **Name** et **Active**.

CODE	NOM
financial	Financial irregularities
harassment	Harassment
data_protection	Data protection
public_procurement	Public procurement
environmental	Environmental
occupational_safety	Occupational safety
fraud	Fraud
retaliation	Retaliation
other	Other

> Tant qu'un administrateur n'a pas attribué à un utilisateur le groupe **Whistleblowing / Responsable del Sistema**, personne ne voit le menu **Canal de signalement** et ses listes affichent une erreur d'accès. Il n'est pas non plus possible de modifier à la main le texte d'un signalement reçu : il n'entre que par la page hébergée.

États du canal et signification de chacun

ÉTAT	SIGNIFICATION
Draft	État initial du canal. Tout est modifiable. Pour passer à publié, il faut remplir les conditions de publication.
Published	Le canal est publié. Avec la page hébergée active, l'adresse pour les lanceurs d'alerte est celle de cette page.
Archived	Le canal est archivé. **Back to Draft** le remet en brouillon.

Règles et conditions

- L'identifiant du canal dans Odoo (**Slug**) n'accepte que des minuscules, des chiffres et des tirets, de 2 à 64 caractères. Sinon, le message « Slug must be lowercase letters, digits and hyphens (2-64 chars). » s'affiche.
- L'adresse de la page hébergée est autre chose : de 3 à 40 minuscules, chiffres ou tirets. L'assistant propose l'identifiant du canal, mais il peut être modifié ici.
- Dans une société dont le pays est l'Espagne, **Accept Anonymous** ne peut pas être décoché (loi 2/2023, art. 7.3).
- Pour publier, il faut un Responsable, une politique, un avis de confidentialité et une adresse Odoo en https.
- Seuls les administrateurs voient le bouton **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)**. Sans cocher l'acceptation, l'assistant n'active rien.
- Lors de l'installation ou de la mise à jour du module, la clé avec laquelle le cloud scelle les signalements de votre base est créée avant toute inscription. La clé privée ne quitte pas votre Odoo, et une copie neutralisée de la base (staging) ne la conserve pas.

Ce qui est envoyé et ce que le cloud conserve

L'assistant envoie au cloud ce qui est nécessaire pour publier la page : la clé publique de votre base, l'adresse de la page, les catégories et les langues du canal, l'adresse de vos textes juridiques, le pays de la société, le courriel d'alertes et vos autres canaux. La page affiche le nom de votre entreprise tel qu'il est enregistré dans FlexigoTech Cloud. Le cloud conserve chaque signalement scellé avec la clé de votre base, sans pouvoir le lire, jusqu'à ce que votre Odoo confirme qu'il l'a. Il surveille aussi les délais : il écrit au courriel d'alertes le jour 5 s'il n'y a pas d'accusé de réception, et 14 jours avant la fin du délai de réponse, sans rien du signalement (seulement le canal, la référence et la date).

Champs et onglets du registre

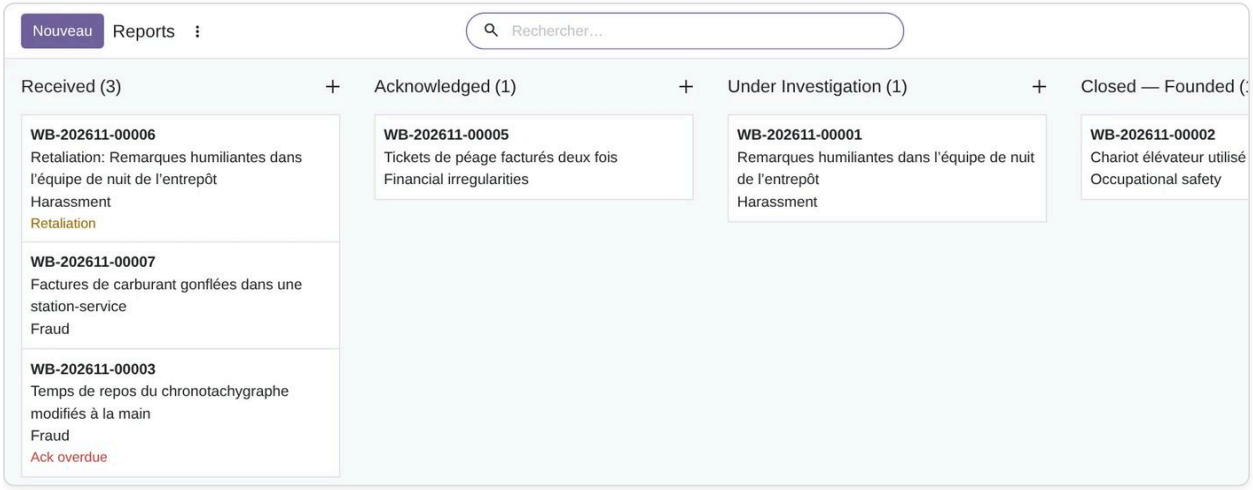
Name, **Slug**, **Company**	Données de base du canal. Les trois sont obligatoires.
Scope Statement	Texte libre sur le périmètre du canal (onglet **Scope**, à côté des **Accepted Categories**).
Languages	Langues du canal (onglet **Languages**).
Branding Logo et **Branding Color Primary**	Logo et couleur (onglet **Branding**).
Retention Policy	La politique de conservation appliquée. Elle est obligatoire et préremplie.
Shared with Companies (group)	Sociétés avec lesquelles le canal est partagé (onglet **Shared with companies (group mode)**). La loi 2/2023, art. 12, permet de partager les moyens entre entreprises du secteur privé de 50 à 249 salariés.
Accept Face To Face	Case cochée par défaut. Dans une nouvelle installation, rien ne change : la page hébergée ne propose pas de demander une réunion en présentiel, que la loi 2/2023, art. 7.2, prévoit à la demande du lanceur d'alerte dans sept jours au plus.

Exemple de bout en bout

Le canal d'exemple s'appelle Canal éthique Valtriscos. Il appartient à la société Transportes Valtriscos S.L., renvoie à l'Autorité indépendante de protection du lanceur d'alerte (AAI) et son Responsable du Système est Covadonga Llamedo Tuñón. Sa page hébergée se trouve à **https://denuncias.flexigotech.com/d/canal-etico-valtriscos**. Le lanceur d'alerte entre cette adresse et envoie son signalement. La tâche toutes les 10 minutes le récupère, et il apparaît dans **Canal de signalement › Reports** en **Received**, avec sa référence, par exemple WB-202611-00007. Sur cette fiche, **Hosted channel reference** affiche la référence du signalement dans le cloud et **Answer deadline (hosted channel)**, la date calculée par FlexigoTech Cloud.

8 Recevoir et traiter un signalement

Canal de signalement › Reports ouvre les signalements dans un tableau par état ; il existe aussi une vue en liste. À l'ouverture, le filtre **Open** est activé, donc les signalements clos n'apparaissent pas tant que vous ne le retirez pas. Dans la liste, ceux dont un délai est dépassé s'affichent en rouge ; dans le tableau, leur carte indique **Ack overdue** ou **Closure overdue**. La recherche propose des filtres pour **Open**, **Closed**, **Overdue acknowledgement**, **Overdue closure** et **Retaliation**, et des regroupements par **State**, **Catégorie** et **Priority**.

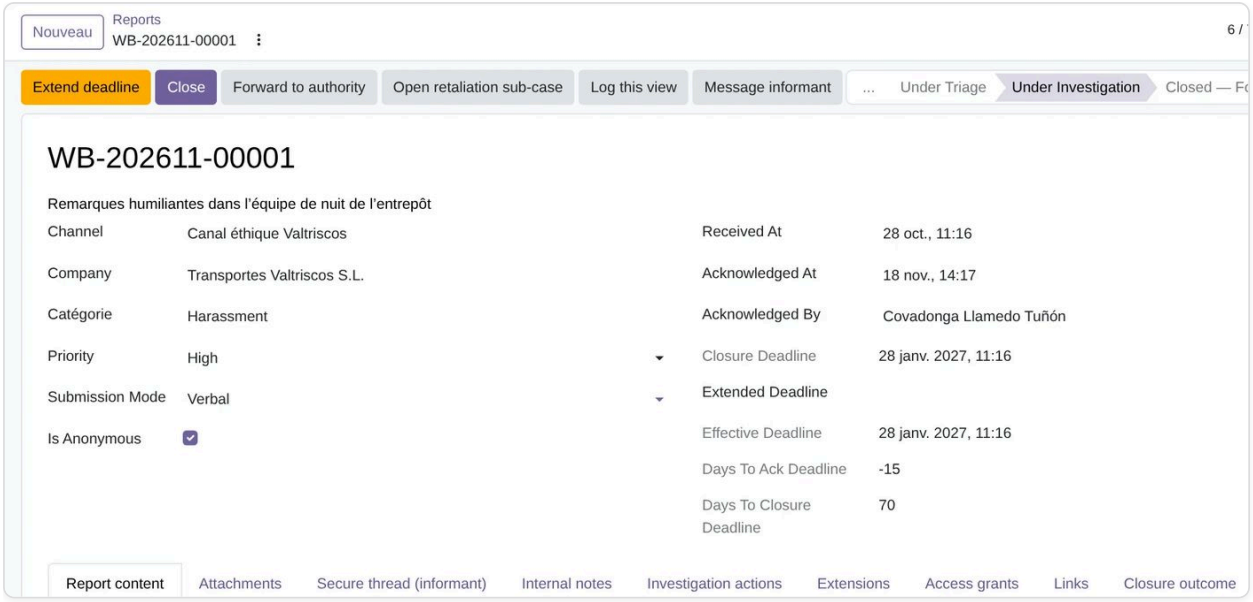


- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le tableau des signalements, regroupés par état.

Les signalements de la page hébergée sont récupérés uniquement par la tâche **Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)**, toutes les 10 minutes. Le signalement conserve sa référence du canal hébergé dans **Hosted channel reference** et la date calculée par FlexigoTech Cloud dans **Answer deadline (hosted channel)**. À sa création, le module note l'événement et l'entrée dans le registre.

Le formulaire

En haut figurent les données du signalement : **Channel**, **Company**, **Catégorie**, **Priority** (**Normal**, **High** ou **Retaliation**), **Submission Mode** (**Web form**, **Verbal** ou **Face to face**) et **Is Anonymous**. À droite se trouvent les dates : **Received At**, **Acknowledged At** et les délais. En dessous, des onglets regroupent le contenu, les pièces jointes, le fil sécurisé avec le lanceur d'alerte, les notes internes, les actions d'enquête, les prolongations, les droits par dossier, les liens, la clôture, les événements, le journal des accès et les réunions.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Un signalement en cours d'enquête avec ses boutons et ses onglets.

Acknowledge	Accuse réception : note qui et quand, laisse un message pour le lanceur d'alerte, inscrit l'entrée dans le registre et, si le lanceur d'alerte a donné son courriel, lui envoie un avis. Visible seulement lorsque le signalement est **Received**.
Triage	Passe en **Under Triage**. Visible seulement lorsque le signalement est **Acknowledged**.
Start investigation	Passe en **Under Investigation**. Visible lorsque le signalement est **Acknowledged** et en **Under Triage**.
Message informant	Écrit au lanceur d'alerte par le fil sécurisé. Seul le Responsable du Système le voit.
Log this view	Note dans le registre des accès que vous avez lu le contenu. Seul le Responsable du Système le voit.

Les enquêteurs sont attribués dans **Assigned Investigators**, dans l'onglet **Access grants** ; chacun ne voit que les signalements dont il fait partie. Les pièces jointes ne sont pas chiffrées : elles sont conservées comme pièces jointes d'Odoo, avec une limite de 25 Mo par fichier et de 100 Mo par signalement. Les métadonnées EXIF des images sont supprimées. Elles ne sont analysées contre les virus que si vous activez **Anti-virus scanning** et que le serveur de votre Odoo dispose de ClamAV ; sinon, elles restent non analysées.

> Une fois le signalement clos, **Extend deadline** et **Close** disparaissent. L'onglet **Report content**, avec le texte et l'identité du lanceur d'alerte, n'est visible que par le Responsable du Système. Le lanceur d'alerte, le texte du signalement et les enquêteurs assignés ne peuvent être modifiés que par le Responsable, ou par un enquêteur assigné qui est aussi administrateur Odoo.

Les états d'un signalement

Dans la barre d'état, un signalement clôturé apparaît comme **Closed** suivi du résultat choisi à la clôture.

ÉTAT	SIGNIFICATION
Received	Entré, et aucun accusé de réception n'a encore été envoyé.
Acknowledged	Accusé de réception déjà envoyé au lanceur d'alerte.
Under Triage	Son évalué ce qu'il convient d'en faire.

ÉTAT	SIGNIFICATION
Under Investigation	Elle fait l'objet d'une enquête.
Clôturée avec Founded	Elle a été clôturée avec le résultat fondé.
Clôturée avec Partially founded	Elle a été clôturée avec le résultat partiellement fondé.
Clôturée avec Unfounded	Elle a été clôturée avec le résultat non fondé.
Clôturée avec Inadmissible	Elle a été clôturée sans être admise à la procédure.
Clôturée et transmise	Elle a été clôturée après indication de l'autorité externe vers laquelle elle est transmise.
Purged (not pursued)	La conservation a effacé son contenu.
Retained anonymised	À l'expiration des délais de la politique, les données de l'auteur du signalement ont été effacées.

Règles du cycle

- **Acknowledge** n'est possible que si le signalement est en **Received** ; sinon, Odoo affiche « Only reports in state 'Received' can be acknowledged. »
- **Triage** n'est possible qu'à partir de **Acknowledged** : « Only acknowledged reports can move to triage. »
- **Start investigation** n'est possible qu'à partir de **Under Triage** ou de **Acknowledged** : « Investigation can only start from 'triaged' or 'acknowledged'. »
- À l'écran, le texte et l'identité du lanceur d'alerte ne sont visibles que par le Responsable du Système ; l'assistant de demandes RGPD du délégué à la protection des données déchiffre l'identité pour retrouver les signalements de la personne qui demande ses données.
- **Forward to authority** exige de choisir d'abord l'autorité : « Select an external authority before forwarding. »
- À la clôture, le résultat et le résumé des mesures sont obligatoires : « Outcome and measures summary are mandatory at closure. »

Clôturer, transmettre et conserver

Close demande le résultat et les mesures. **Forward to authority** n'envoie rien : il indique l'autorité et la date, clôture le signalement comme transmis et inscrit l'entrée dans le registre. L'envoi est effectué par l'entreprise de sa propre initiative. La tâche **Whistleblowing: enforce retention** purge les signalements clôturés comme irrecevables ou non fondés 90 jours après la clôture (valeur par défaut, comprise entre 1 et 90). L'article 32.4 de la loi 2/2023 compte trois mois à partir de la réception pour ce qui n'a pas fait l'objet d'une enquête : un signalement ouvert que personne n'instruit n'est pas purgé automatiquement.

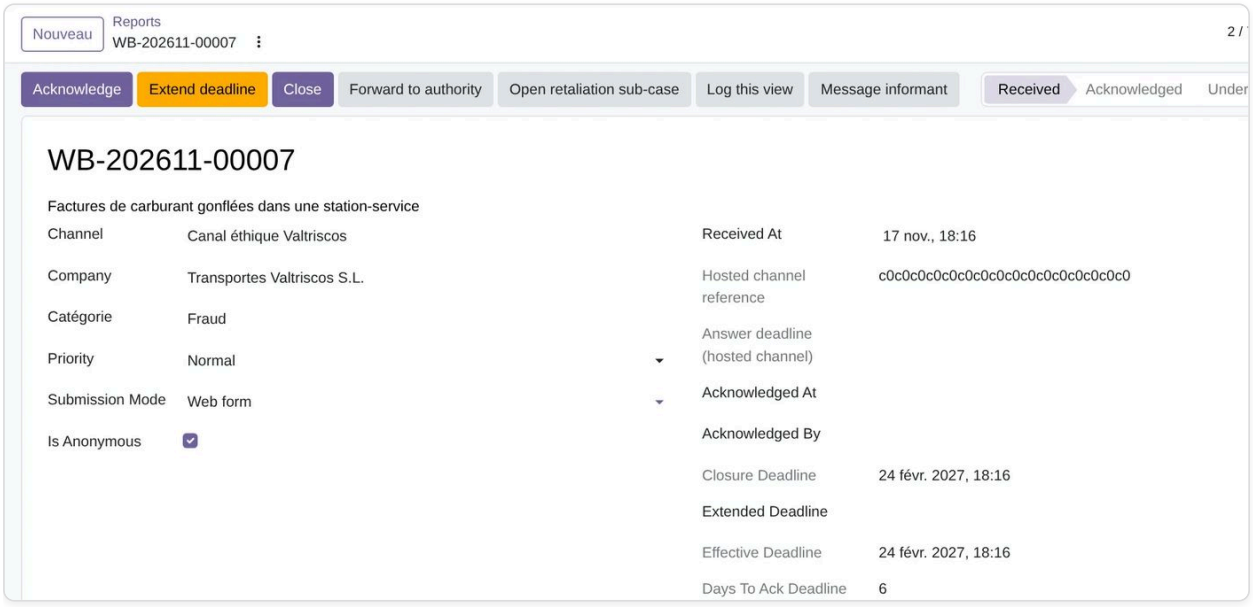
Onglets et champs

Report content	Le nom et le courriel de l'auteur du signalement, **Description of facts** et, après la clôture, **Outcome (after closure)** et **Measures (after closure)**. Seul le Responsable les voit.
Attachments	Les fichiers du signalement, non chiffrés, avec une limite de 25 Mo par fichier et de 100 Mo par signalement.

Secure thread (informant)	Les messages échangés avec l'auteur du signalement et, dans **Hosted channel**, l'état de leur envoi. Seul le Responsable les voit.
Internal notes	La liste des notes internes, chiffrées, avec leur date, leur auteur et leur type.
Investigation actions	Une liste modifiable d'actions, avec leur type, leur **Objet**, leur date et leur statut (terminée ou non).
Extensions	La prolongation du délai, avec la nouvelle date, la personne qui l'a décidée et le moment de la décision.
Access grants	Les enquêteurs affectés et les autorisations par dossier.
Links	Les liens entre le signalement et d'autres enregistrements d'Odoo.
Closure outcome	L'autorité et la date d'une transmission, ainsi que la date et l'auteur de la clôture.
Events et **Access log**	L'historique du signalement (date, type et auteur) et le journal des accès (date, utilisateur et action).
Meetings	La liste des réunions, avec la date de la demande de chacune et la date de sa tenue.

Un exemple de bout en bout

Le signalement WB-202611-00007, portant sur des factures de carburant surévaluées, passe en **Received**. Il dispose de sa référence du canal hébergé et, comme l'accusé de réception n'a pas encore été envoyé, sa date de réponse court depuis l'expiration des 7 jours : 24 févr. 2027. Le Responsable clique sur **Acknowledge** et le signalement passe en **Acknowledged** ; avec le profil Espagne, la date commence à courir à partir de la réception. Il clique ensuite sur **Triage**, puis sur **Start investigation**. Entre-temps, il utilise **Message informant** pour demander des informations. À la fin, il clique sur **Close** en indiquant le résultat et les mesures.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Un signalement qui vient d'être récupéré du canal hébergé, avec sa **Hosted channel reference**.

9 Les délais : accusé de réception, réponse et prolongation

Mode de calcul

- Accusé de réception : 7 jours calendaires à compter de la réception (loi 2/2023, art. 9.2.c ; directive (UE) 2019/1937, art. 9.1.b). **Days To Ack Deadline** indique les jours restants ; négatif, il indique les jours écoulés.
- Réponse avec le profil pays Espagne : 3 mois à compter de la réception, une fois l'accusé de réception envoyé (loi 2/2023, art. 9.2.d).
- Réponse avec tout autre profil : 3 mois à compter de l'accusé de réception (directive (UE) 2019/1937, art. 9.1.f).
- Sans accusé de réception, quel que soit le profil : 3 mois à compter de l'expiration des 7 jours de l'accusé (loi 2/2023, art. 9.2.d ; directive, art. 9.1.f).
- Les jours et les mois sont calendaires : les jours fériés et les week-ends ne sont pas déduits.

La date de réponse figure dans **Closure Deadline**. En cas de prolongation, la nouvelle date est reportée dans **Extended Deadline**, et c'est **Effective Deadline** qui fait foi. **Days To Closure Deadline** indique les jours restants tant que le signalement est ouvert. Modifier le profil pays ne recalcule pas les dates déjà fixées.

Les alertes

- Lorsqu'un délai est dépassé, la fiche du signalement affiche en haut une alerte rouge : « Délai d'accusé de réception dépassé. » ou « Délai de clôture dépassé (3 mois / prolongation). ». Dans la liste, la ligne apparaît en rouge.
- La tâche **Whistleblowing: recompute overdue flags**, toutes les 15 minutes, recalcule les signalements dont un délai est dépassé. Les filtres **Overdue acknowledgement** et **Overdue closure** les regroupent.
- La tâche **Whistleblowing: deadline reminders**, toutes les heures, crée sur la fiche du canal une activité par signalement et par délai dépassé, attribuée à l'utilisateur de son Responsable du Système. L'activité comporte la référence et le lien vers le signalement, et elle n'est pas répétée tant que le signalement reste ouvert.
- Pour les signalements de la page hébergée, FlexigoTech Cloud écrit en outre à l'e-mail d'alertes du canal le jour 5 s'il n'y a pas d'accusé de réception et 14 jours avant la fin du délai de réponse. L'e-mail indique le canal, la référence et la date, rien du signalement.
- **Answer deadline (hosted channel)** affiche la date de réponse calculée par FlexigoTech Cloud. Le cloud la calcule toujours à partir de la réception : avec un profil autre que l'Espagne, elle peut ne pas correspondre à **Closure Deadline**.

Demander une prolongation

1. **Cliquez sur Extend deadline**

   Le bouton figure dans l'en-tête du signalement tant que celui-ci n'est pas clôturé, purgé ni conservé de manière anonymisée. L'assistant **Motivated Extension** s'ouvre.

2. **Choisissez la nouvelle date**

   New Deadline est préremplie à 6 mois à compter de la réception, plafond accepté par le module. Vous pouvez choisir une date antérieure.

3 **Rédigez le motif**

Le motif se saisit dans le groupe **Justification (mandatory, min 30 chars)** et doit comporter au moins 30 caractères ; sinon, Odoo affiche « La justification de la prolongation doit comporter au moins 30 caractères (exigence légale). ». Il est enregistré chiffré.

4 **Cliquez sur Apply Extension**

La date est reportée dans **Extended Deadline** et la prolongation apparaît dans l'onglet **Extensions**, avec la personne qui l'a décidée et le moment de la décision. Le registre enregistre une entrée **Extended**, l'auteur du signalement reçoit un message sur la page hébergée et, s'il a communiqué son courriel, une notification par courriel.

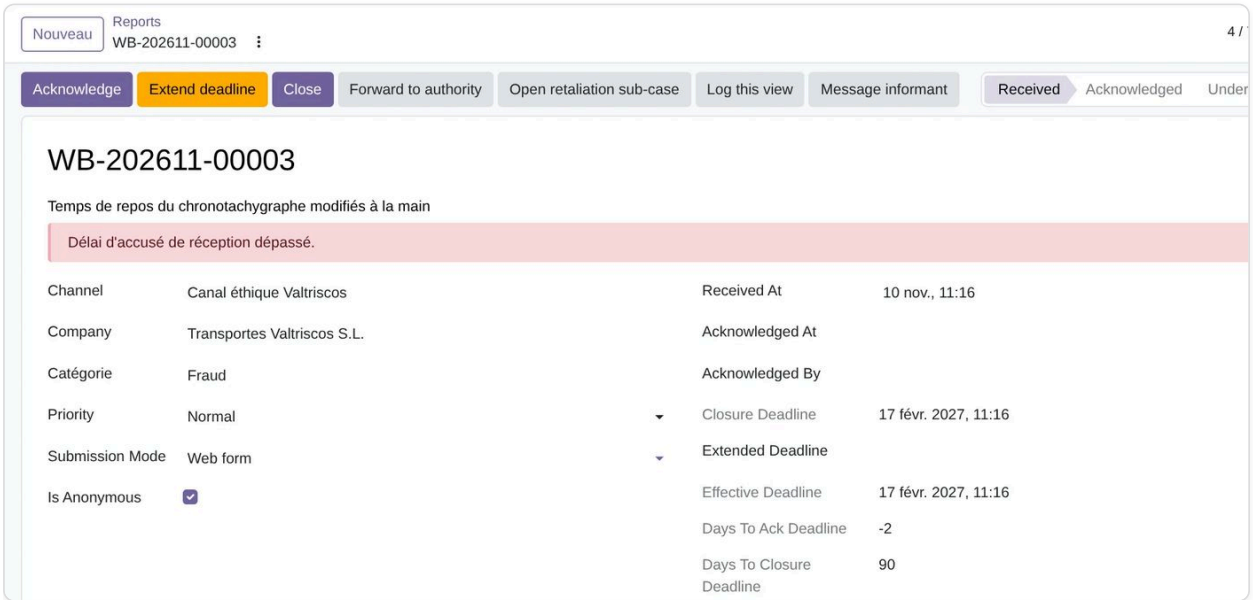
> Une seule prolongation est admise par signalement : la seconde affiche « This report already has its motivated extension… ». Une date située à plus de 6 mois de la réception affiche « La prolongation ne peut pas reporter le délai au-delà de 6 mois après la réception (Loi 2/2023 art. 9.2.d). ». La Loi 2/2023 art. 9.2.d n'autorise la prolongation que dans les cas de complexité particulière, jusqu'à trois mois supplémentaires ; décider de prolonger relève du Responsable.

Ce que dit la loi

L'article 9.2.c de la loi 2/2023 exige l'accusé de réception dans les sept jours calendaires suivant la réception, sauf si cela compromet la confidentialité de la communication. L'article 9.2.d fixe la réponse à trois mois au plus à compter de la réception ou, à défaut d'accusé, à compter de l'expiration de ces sept jours, et permet de la prolonger de trois mois supplémentaires dans les cas de particulière complexité. La directive (UE) 2019/1937, articles 9.1.b et 9.1.f, exige l'accusé de réception dans les sept jours et la réponse dans les trois mois à compter de l'accusé, ou à compter des sept jours en l'absence d'accusé ; elle ne prévoit pas de prolongation pour les canaux internes.

Un exemple

Le signalement WB-202611-00003, concernant les temps de repos au tachygraphe, est entré il y a plus d'une semaine et personne n'a accusé réception. Sa fiche affiche « Délai d'accusé de réception dépassé. », **Days To Ack Deadline** est négatif et, sur le tableau de bord, sa carte indique **Ack overdue**. Faute d'accusé de réception, sa date de réponse est celle de la réception plus 7 jours plus 3 mois.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le signalement WB-202611-00003, dont l'accusé de réception est en retard.

10 Échanger avec l'auteur du signalement

La loi prévoit de maintenir la communication avec l'auteur du signalement et, si nécessaire, de lui demander des informations complémentaires (loi 2/2023, art. 9.2.e). Le fil sécurisé est l'endroit où cela se fait dans ce module.

D'où provient chaque donnée

Messages de l'auteur du signalement et ses pièces jointes	Ils arrivent avec la tâche planifiée **Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)**, qui s'exécute toutes les 10 minutes et récupère ce que l'auteur a écrit sur la page hébergée.
Messages de l'entreprise	Vous les rédigez depuis le signalement avec **Message informant**, ou le module les envoie automatiquement lors de l'accusé de réception, de la prolongation du délai et de la clôture du signalement.

Boutons de l'enregistrement

Message informant	Ouvre l'assistant du même nom, avec le champ **Body**. Avec **Send**, le message est ajouté au fil et transmis à la page hébergée ; avec **Cancel**, la fenêtre se ferme sans rien envoyer. Si vous l'envoyez vide, Odoo affiche « Reply body is required. ». Seul le Responsable du Système le voit.

Acheminement de chaque message

Chaque message destiné à l'auteur est scellé pour lui et transmis à FlexigoTech Cloud lors de la récupération suivante. La colonne **Hosted channel** de l'onglet **Secure thread (informant)** indique son état : **Pending** tant que le cloud ne l'a pas reçu, **Sent** lorsqu'il l'a accepté, et **Not accepted** s'il l'a refusé. Si le cloud ne répond pas, le message reste en **Pending** et une nouvelle tentative est faite à la récupération suivante. L'auteur le lit sur la page hébergée à l'aide de son code de suivi.

Réunions

L'onglet **Meetings** est une simple liste, avec la date de la demande de chaque réunion et la date de sa tenue. La page hébergée ne permet pas de demander de réunion en présentiel, le module ne réserve rien dans l'agenda d'Odoo, et aucun écran ne permet d'enregistrer ou de transcrire une communication orale.

> Un signalement oral ne peut pas être saisi à la main dans le module : les signalements écrits arrivent par la page hébergée, et, pour un signalement créé manuellement, l'objet et la description des faits sont en lecture seule.

Ce que demande la loi et ce qu'apporte le module

L'article 9.2.e de la loi 2/2023 prévoit de maintenir la communication avec l'auteur du signalement et, si nécessaire, de lui demander des informations complémentaires. Cette communication se fait via le fil sécurisé de chaque signalement. La loi admet en outre la communication orale et, à la demande de l'auteur, la réunion en présentiel dans un délai maximal de sept jours (loi 2/2023, art. 7.2). Le module couvre le fil écrit. Pour les réunions, il ne conserve qu'une liste avec leurs dates.

Règles et conditions

- Le message ne peut pas être vide : si vous l'envoyez sans texte, Odoo répond « Reply body is required. ».
- Si l'auteur a communiqué son courriel, le module lui envoie en plus, depuis votre Odoo, une notification par courriel lors de l'accusé de réception, de la prolongation du délai et de la clôture. Les courriels mentionnent la référence du signalement, non son contenu ; celui de la clôture ajoute l'état final avec son nom technique, par exemple closed_founded. S'il n'a pas communiqué de courriel, aucun n'est envoyé, et si l'envoi échoue, le cycle du signalement reste inchangé.
- L'auteur répond par messages et pièces jointes depuis la page hébergée, avec le code de suivi de 26 caractères qui ne lui est présenté qu'une seule fois, lors de l'envoi. Ses réponses arrivent dans votre Odoo lors de la récupération toutes les 10 minutes.
- La page hébergée ne propose ni réunions en présentiel ni signalements de représailles.

Champs et onglets du registre

Secure thread (informant)	Onglet du signalement contenant le fil de messages avec l'auteur et l'état d'envoi de chacun.
Meetings	Onglet contenant la liste des réunions : date de la demande et date de la tenue.

Ce qu'il ne fait pas

- Il ne réserve pas de réunions dans le Calendrier d'Odoo et n'offre pas de les demander depuis la page hébergée.
- Il n'enregistre ni ne transcrit les communications verbales, et ne permet pas non plus de saisir à la main le texte d'un signalement verbal.
- Il ne décide rien à votre place et ne constitue pas un conseil juridique : c'est le Responsable du Sistema qui décide quoi demander à l'auteur du signalement et quand.

Exemple de bout en bout

Le signalement WB-202611-00007, concernant des factures de carburant gonflées dans une station-service, arrive par la page hébergée et entre dans votre Odoo au statut **Received**, le délai d'accusé de réception étant déjà en cours. Le Responsable clique sur **Acknowledge** et l'auteur voit l'accusé sur la page hébergée. Il ouvre ensuite **Message informant**, note les documents dont il a besoin et clique sur **Send**. Le message passe en **Pending** puis en **Sent** lorsque FlexigoTech Cloud l'accepte. L'auteur répond avec un message et une pièce jointe, et la collecte suivante les place dans l'onglet **Secure thread (informant)**. Si un délai supplémentaire est nécessaire, **Extend deadline** envoie en plus un message de prolongation.

11 Qui voit quoi : chiffrement, droits et journal des accès

La loi espagnole 2/2023, art. 32.1, limite l'accès aux données personnelles du système à une liste fermée, dans les limites des fonctions de chacun : le Responsable del Sistema et la personne qui le gère directement, le responsable des ressources humaines uniquement lorsque des mesures disciplinaires peuvent être envisagées, le responsable des services juridiques si des mesures légales doivent être prises, les sous-traitants et le délégué à la protection des données. La directive (UE) 2019/1937, art. 16.1, exige que l'identité de l'auteur du signalement ne soit pas révélée sans son consentement à toute personne qui n'est pas membre du personnel autorisé à recevoir ou à suivre les signalements. Le module applique cela au moyen de groupes d'utilisateurs, des enquêteurs assignés et de droits par dossier.

À l'installation, le module ne donne aucun de ses groupes à personne, pas même à l'administrateur. Tant qu'un administrateur n'a pas attribué à un utilisateur le groupe du Responsable du Système dans sa fiche utilisateur Odoo, personne ne voit le menu **Canal de signalement** et l'ouverture de ses listes provoque une erreur d'accès. Créer ensuite la fiche du Responsable del Sistema avec un utilisateur lui attribue aussi ce groupe.

Le Responsable del Sistema

Il se crée dans **Canal de signalement › Configuration › Responsables**. Il peut s'agir d'une personne disposant d'un utilisateur Odoo ou d'un organe collégial. Sa désignation et sa révocation sont décidées par l'organe d'administration ou de gouvernance de l'entité (Loi 2/2023 art. 8.1) ; un organe collégial délègue la gestion du système à l'un de ses membres (art. 8.2).

Kind	Personne ou organe collégial. Une personne nécessite un utilisateur lié ; un organe collégial, un nom dans **Name (collegiate body)**.
User	L'utilisateur Odoo de la personne.
Appointment Date	Date de la nomination. Elle ne peut pas être future.
Revocation Date	Date de la révocation.
Notified To Aai, sa date et Designation Attachment	Dans le groupe **AAI notification** : la case et la date de la notification, que l'entreprise renseigne manuellement, ainsi que le document de désignation.
Revoke	Met fin à la fonction du Responsable : il est désactivé, la date du jour est inscrite dans **Revocation Date** et son utilisateur perd le groupe du Responsable, sauf s'il l'est pour une autre société. Le bouton n'apparaît plus lorsque l'enregistrement n'est plus actif.

> Il ne peut y avoir qu'un seul Responsable del Sistema actif par société. Le module ne notifie pas à l'Autorité indépendante de protection des lanceurs d'alerte (AAI) la nomination ni la révocation. La loi 2/2023, art. 8.3, exige de les notifier dans les dix jours ouvrables suivants ; c'est l'entreprise qui le fait de son côté, puis coche la case.

Droits par dossier

Les enquêteurs voient dans **Canal de signalement › Reports** les signalements pour lesquels le Responsable les inscrit dans **Assigned Investigators**, dans l'onglet **Access grants** du signalement. Ils ne voient ni le texte ni l'identité du lanceur d'alerte : l'onglet **Report content** n'est visible que par le Responsable.

Pour les RH et le service juridique, des droits sont accordés cas par cas. Dans le même onglet, le Responsable ajoute une ligne avec l'utilisateur, son rôle dans **Role Scope** (**HR Director** ou **Legal counsel**) et, si besoin, une date d'expiration dans **Expires At** ; pour le retirer, il renseigne la date dans **Revoked At**. L'utilisateur doit en outre appartenir au groupe **Whistleblowing / HR Director (per-case)** ou **Whistleblowing / Legal counsel (per-case)**. Le droit n'inclut ni le contenu ni l'identité du lanceur d'alerte, et le module n'affiche aucun menu à ces deux groupes. Les deux autres rôles de la liste, **Investigator** et **DPO audit**, n'ouvrent pas d'accès à eux seuls.

Une tâche quotidienne désactive les droits expirés. Un droit ne peut pas être transféré à un autre dossier ni à un autre utilisateur : on le révoque et on en accorde un nouveau. Qui l'a accordé et quand est consigné.

Ce qui est chiffré et ce qui ne peut pas être modifié

Les faits, le nom et l'e-mail de l'auteur, le résultat, les mesures, le motif de la prolongation, les messages et les notes internes sont conservés chiffrés (AES-GCM) avec une clé par société. Les pièces jointes ne sont pas chiffrées : elles sont conservées comme pièces jointes Odoo.

> Si vous modifiez le nom de la société après avoir reçu des signalements, ceux déjà enregistrés ne pourront plus être lus : la clé de chaque société dépend de son nom. Ne le modifiez pas. Si vous devez le faire, écrivez d'abord à comercial@flexigotech.com pour que nous en discutions ensemble.

Le journal des accès et les événements du cycle de vie n'acceptent que des ajouts : ils ne peuvent être ni modifiés ni supprimés. En cas de tentative, Odoo répond « The access log is append-only and cannot be modified. », « The access log is append-only and cannot be deleted. », « Lifecycle events are append-only and cannot be modified. » ou « Lifecycle events are append-only and cannot be deleted. ».

Log this view, dans l'en-tête du signalement, consigne dans le journal des accès que vous en avez lu le contenu. Le journal des accès n'enregistre que cela et les demandes d'accès RGPD : l'ouverture d'un signalement n'est pas consignée automatiquement.

> Ni les enquêteurs, ni les RH, ni le service juridique ne voient l'identité du lanceur d'alerte : l'onglet **Report content** n'est visible que par le Responsable du Système. Le délégué à la protection des données ne la voit pas non plus : son assistant de demandes RGPD la déchiffre pour retrouver les signalements de la personne qui demande ses données et, pour les signalements déjà clos, la place dans le ZIP.

États du Responsable del Sistema

- Actif : c'est le Responsable en vigueur de la société. Il ne peut y en avoir qu'un actif par société.
- Désactivé : après avoir cliqué sur **Revoke**, l'enregistrement devient inactif, la date du jour est inscrite dans **Revocation Date** et le bouton n'apparaît plus.

Validité d'un droit par dossier

- En vigueur : il n'a pas expiré et n'a pas été révoqué.
- Expiré : sa date de **Expires At** est atteinte. La tâche planifiée quotidienne le désactive.
- Révoqué : une date figure dans **Revoked At** et il n'est plus valable.

Règles et conditions

SITUATION	CE QUI SE PASSE	POURQUOI
Vous enregistrez un Responsable de type personne sans utilisateur	« A person Responsable requires a linked user. »	Une personne doit avoir un utilisateur Odoo.
Vous enregistrez un Responsable de type organe collégial sans nom	« A collegiate Responsable requires a name. »	Un organe collégial est identifié par son nom.
Vous créez un second Responsable actif dans la même société	« Only one active Responsable del Sistema per company is allowed. »	Un seul actif par société.
Vous saisissez une date de nomination future	« Appointment date cannot be in the future. »	La nomination doit déjà avoir eu lieu.
Vous tentez de modifier le dossier ou l'utilisateur d'un droit	« A per-case access grant cannot be moved to another case or user: revoke it and grant a new one. »	On le révoque et on en accorde un nouveau.
Vous tentez de modifier ou de supprimer une entrée du journal des accès ou des événements	« The access log is append-only… » ou « Lifecycle events are append-only… »	Ce sont des registres en ajout seul.

Ce qu'enregistre le journal des accès

L'onglet **Access log** du signalement indique la date, l'utilisateur et l'action de chaque entrée. En interne, chaque entrée est chaînée à la précédente par une empreinte. Une entrée est créée lorsque vous cliquez sur **Log this view** et lors de la préparation d'une demande d'accès RGPD ; l'ouverture du signalement n'est pas consignée automatiquement.

Ce qu'enregistre le journal des événements

L'onglet **Events** indique la date, le type et l'auteur de chaque événement. Parmi les types figurent la réception, l'accusé de réception, le tri, le début de l'enquête, la prolongation, la clôture, la transmission, la purge, la réponse de l'auteur et la lecture du contenu.

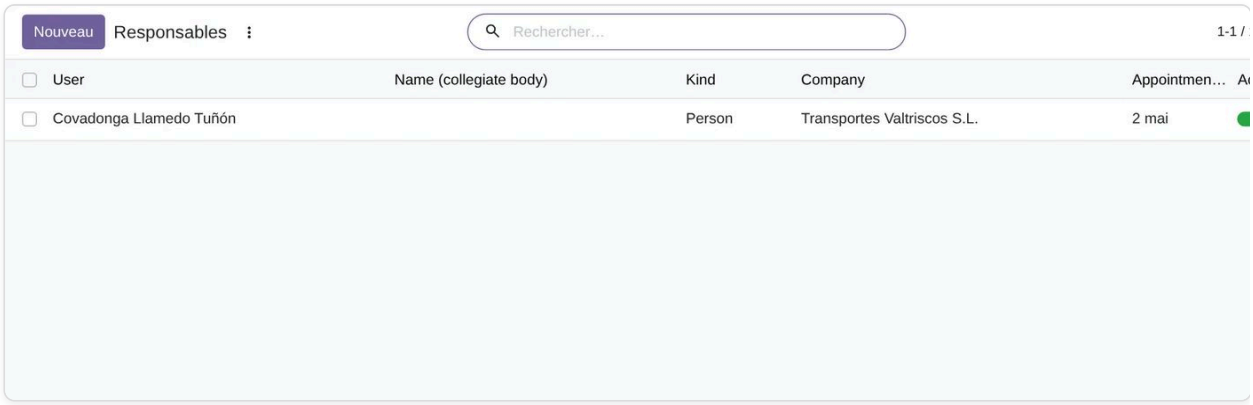
Champs du Responsable à l'écran

La fiche du Responsable affiche **Kind**, **User** ou **Name (collegiate body)** selon le type, **Company**, **Appointment Date**, **Revocation Date**, **Active** et le groupe **AAI notification**, avec le document de désignation.

Un exemple de bout en bout

1. **Attribuer le groupe au Responsable**
   Un administrateur ouvre la fiche utilisateur Odoo de Covadonga Llamedo Tuñón et lui attribue le groupe **Whistleblowing / Responsable del Sistema**. Jusque-là, personne ne voit le menu **Canal de signalement**.

2. **Créer la fiche du Responsable**
   Dans **Canal de signalement › Configuration › Responsables**, cliquez sur **Nouveau**, choisissez le type personne, associez son utilisateur et saisissez la date de nomination, qui ne peut pas être future.



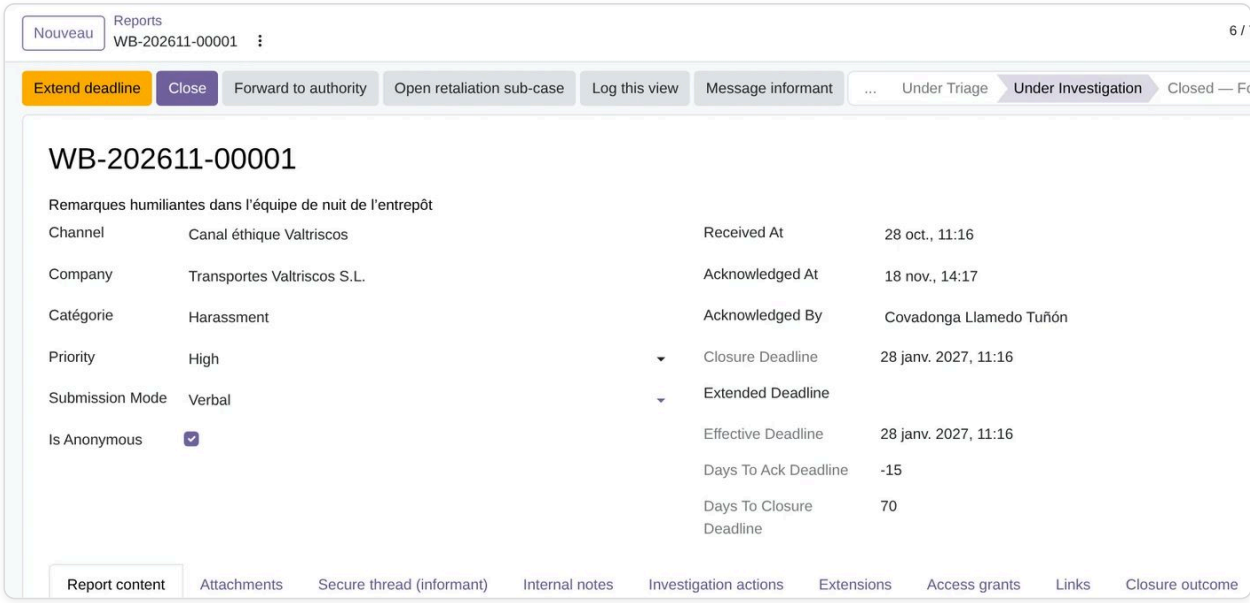
- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste **Responsables** avec le Responsable de Transportes Valtriscos S.L.

3 Joindre la désignation et cocher la notification

Dans le groupe **AAI notification**, joignez le document de désignation. Lorsque l'entreprise a notifié la nomination à l'Autorité indépendante de protection des lanceurs d'alerte, cochez **Notified To Aai** et indiquez sa date. Le module n'effectue pas cette notification.

4 Lire un dossier et le consigner

Covadonga ouvre le signalement en cours d'instruction, WB-202611-00001, en lit le contenu et clique sur **Log this view**.



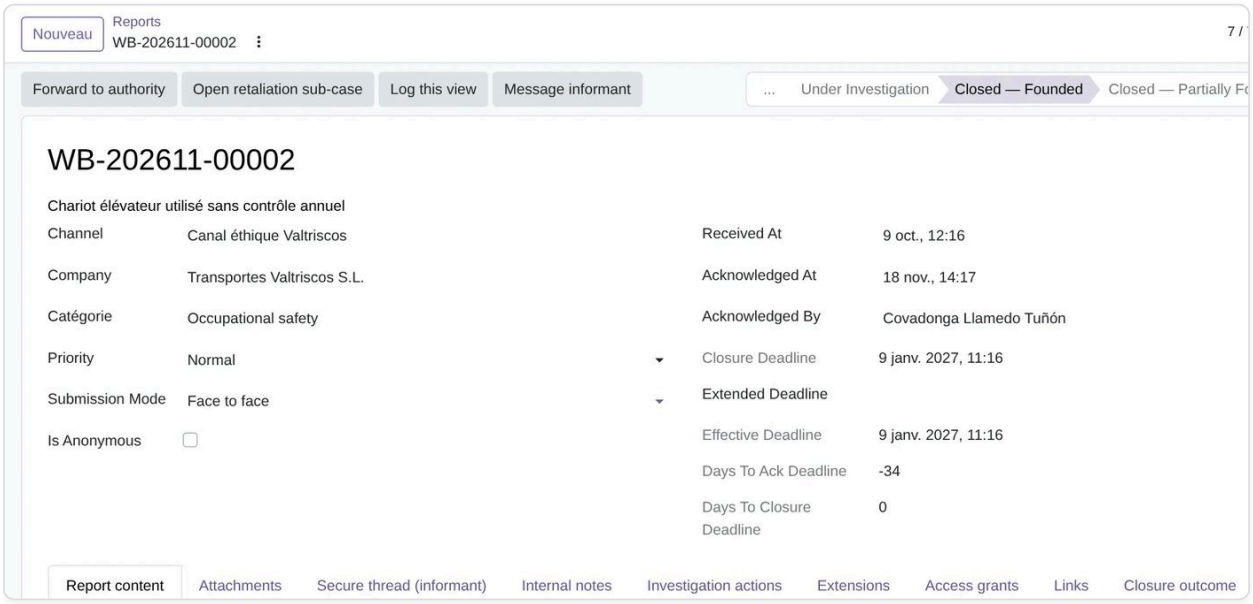
- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le signalement WB-202611-00001 en cours d'instruction, avec les boutons dans l'en-tête.

5 Accordez un droit par cas aux RH.

Dans l'onglet **Access grants**, ajoutez la directrice des RH avec le rôle **HR Director** et une date dans **Expires At**. Elle a également besoin du groupe **Whistleblowing / HR Director (per-case)**. La tâche quotidienne désactivera le droit à cette date. Si vous vous êtes trompé de dossier ou d'utilisateur, révoquez-le avec **Revoked At** et accordez-en un autre.

> C'est à l'entreprise de décider qui doit avoir accès à chaque dossier : la loi 2/2023, art. 32.1, le limite aux personnes qui en ont besoin dans le cadre de leurs fonctions.

12 Clôturer, transmettre à une autorité et représailles



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Un signalement déjà clôturé, avec les boutons **Forward to authority** et **Open retaliation sub-case** encore visibles.

Clôturer avec Close

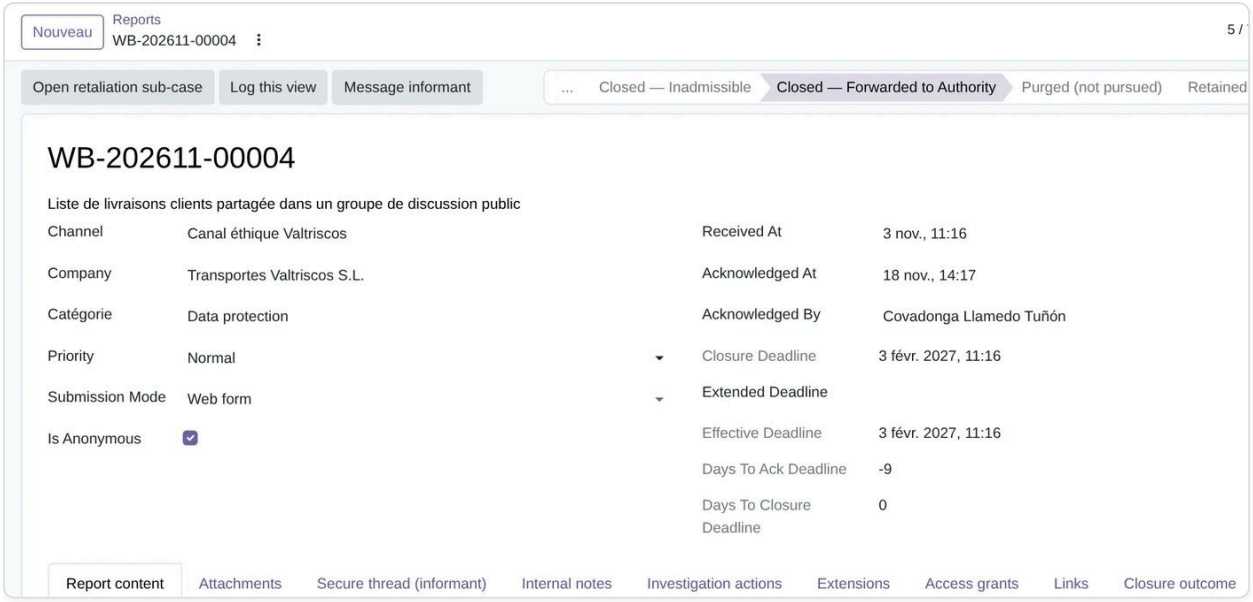
Cliquez sur **Close** dans le signalement et un assistant s'ouvre. Le bouton disparaît lorsque le signalement est déjà clôturé, purgé ou conservé anonymisé. Dans **Outcome State**, vous choisissez l'un des cinq résultats : **Founded**, **Partially founded**, **Unfounded**, **Inadmissible** ou **Forwarded to authority**. Par défaut, c'est **Unfounded** qui est proposé.

L'assistant comporte deux textes obligatoires, ceux des groupes **Outcome** et **Measures summary**. Les deux sont conservés chiffrés. Si l'un manque, Odoo affiche « Outcome and measures summary are mandatory at closure. ». Lors de l'application de la clôture, l'auteur reçoit sur la page hébergée un message indiquant le résultat, le registre enregistre une entrée et, si l'auteur a indiqué son e-mail, un avis lui est envoyé en son nom avec le statut final (par exemple closed_founded).

Apply Closure	Applique le résultat choisi et clôture le signalement.
Cancel	Ferme l'assistant sans modifier le signalement.

Transmettre à une autorité

Avant de cliquer sur **Forward to authority**, choisissez l'autorité dans **Forwarded To Authority**, dans l'onglet **Closure outcome** du signalement. Sans autorité, Odoo répond « Select an external authority before forwarding. ». Le bouton enregistre la date, clôture le signalement comme transmis et inscrit l'entrée au registre ; il n'écrit pas à l'auteur. Il n'apparaît pas pour les signalements déjà transmis, purgés ou conservés anonymisés.

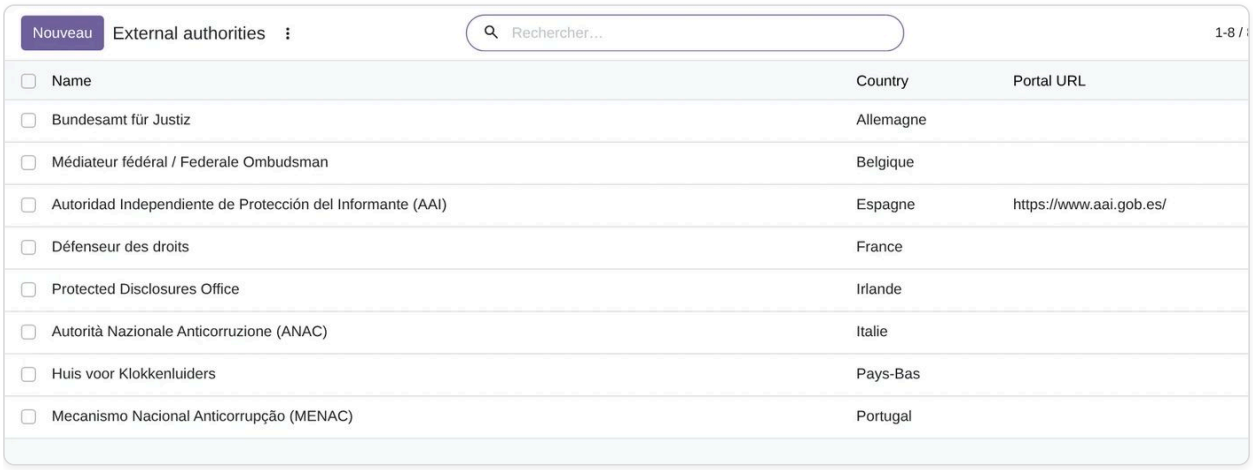


- **Capture réelle d'Odoo 20.** Un signalement clôturé comme transmis à l'autorité, avec **Open retaliation sub-case** dans l'en-tête.

> Le module n'envoie rien à aucune autorité. L'envoi est effectué par votre entreprise de son côté. Cela inclut le ministère public, auquel la loi 2/2023, art. 9.2.j, impose de transmettre immédiatement les faits susceptibles de constituer un délit.

Autorités externes

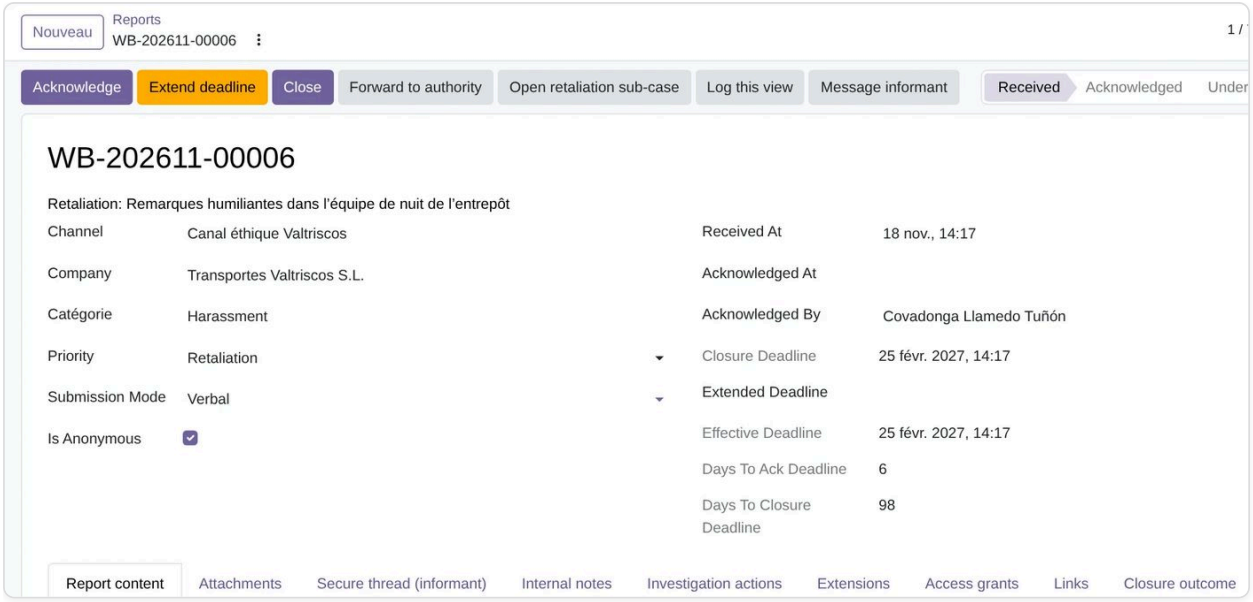
Le module fournit 8 autorités, une par profil de pays : Espagne, Portugal, France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas et Irlande. Vous pouvez en ajouter d'autres dans **Canal de signalement › Configuration › External authorities**. Pour chacune, vous enregistrez le nom, le pays et l'adresse de son portail.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste **External authorities** avec les 8 autorités fournies par le module.

Sous-signalement pour représailles

Open retaliation sub-case crée un nouveau signalement, en **Received**, avec la priorité **Retaliation**, sa propre référence et le même contenu. Son objet commence par le mot Retaliation, et le registre indique de quel signalement il provient ; la fiche n'affiche pas de lien entre les deux. Le bouton est visible quel que soit le statut. La loi 2/2023, art. 36.1, interdit les actes de représailles contre la personne qui effectue un signalement.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le sous-signalement WB-202611-00006, avec la priorité **Retaliation**.

Les résultats de clôture

Founded	Le Responsable del Sistema considère les faits comme établis.
Partially founded	Les faits ne sont établis qu'en partie.
Unfounded	Les faits ne sont pas établis.
Inadmissible	Le signalement n'est pas recevable.
Forwarded to authority	La plainte est clôturée une fois que vous avez indiqué à quelle autorité externe votre entreprise la transmet.
Purged (not pursued)	Statut auquel passe un signalement irrecevable ou infondé lorsque la conservation efface son contenu.
Retained anonymised	Statut des signalements clôturés dont les données de l'auteur ont déjà été effacées.

Règles et messages d'erreur

- Texte et mesures : si les deux champs ne sont pas renseignés, le message « Outcome and measures summary are mandatory at closure. » s'affiche.
- Transmission : si aucune autorité n'est choisie, le message « Select an external authority before forwarding. » s'affiche.
- Données protégées : quiconque n'est ni Responsable du Système ni administrateur Odoo reçoit le message « Only the Responsable du Système can change the informant, the report text or the assigned investigators. » s'il tente de modifier le lanceur d'alerte, le texte ou les enquêteurs assignés.

Champs et onglets du signalement

Closed At et **Closed By**	La date de clôture et l'utilisateur qui l'a appliquée.
Forwarded To Authority, **Forwarded At** et **Forwarded Reference**	L'autorité choisie, la date à laquelle la transmission a été enregistrée et la référence que votre entreprise y associe.

Closure outcome	L'onglet où se trouvent ces champs.
Outcome (after closure) et **Measures (after closure)**	Les deux textes chiffrés saisis dans l'assistant, dans l'onglet **Report content**.
Events et **Access log**	Onglets qui présentent le déroulement du signalement et les consultations enregistrées.

Conservation après la clôture

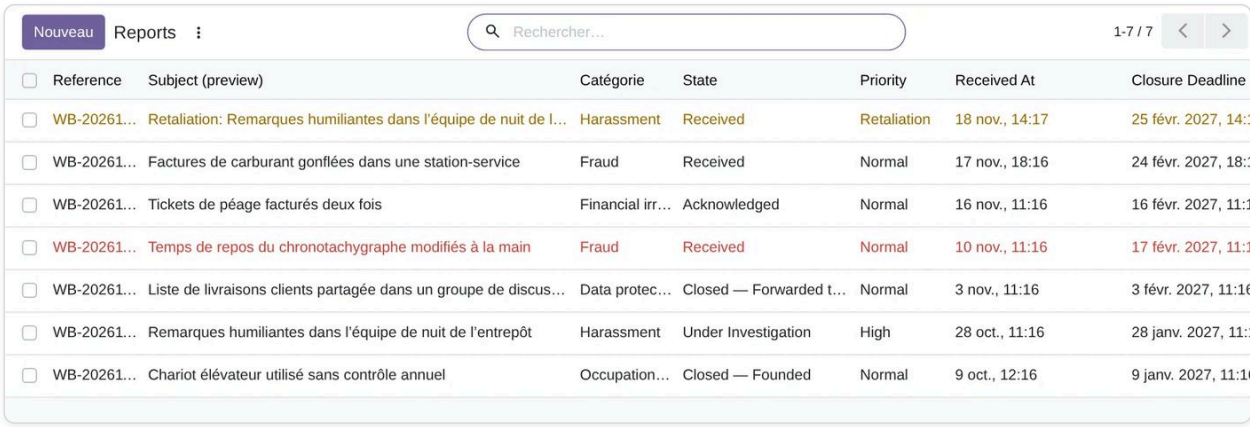
La tâche **Whistleblowing: enforce retention** s'exécute chaque jour. 90 jours après la clôture, avec la politique standard, elle purge les signalements clôturés comme irrecevables ou infondés : elle efface le texte des faits, l'identité de l'auteur, le résultat, les mesures, les pièces jointes, les messages et les notes, et consigne la purge dans le registre. Ce délai court à partir de la clôture. L'article 32.4 de la loi 2/2023 compte trois mois à partir de la réception pour ce qui n'a pas donné lieu à enquête. Un signalement ouvert que personne n'instruit n'est donc pas purgé automatiquement.

10 ans après la clôture, avec la politique par défaut, la même tâche efface le nom, l'adresse e-mail et les coordonnées de l'auteur des signalements clôturés comme fondés, partiellement fondés, infondés ou transmis. Le texte des faits n'est pas effacé. Elle anonymise aussi les entrées du registre de plus de 10 ans. L'article 26.2 de la loi 2/2023 fixe cette limite de dix ans.

Exemple de bout en bout

1. ### Ouvrez le signalement

   Dans **Canal de signalement › Reports**, retirez le filtre **Open** pour voir aussi les signalements clos et ouvrez WB-202611-00002, celui du chariot élévateur sans révision annuelle, de la catégorie Occupational safety.



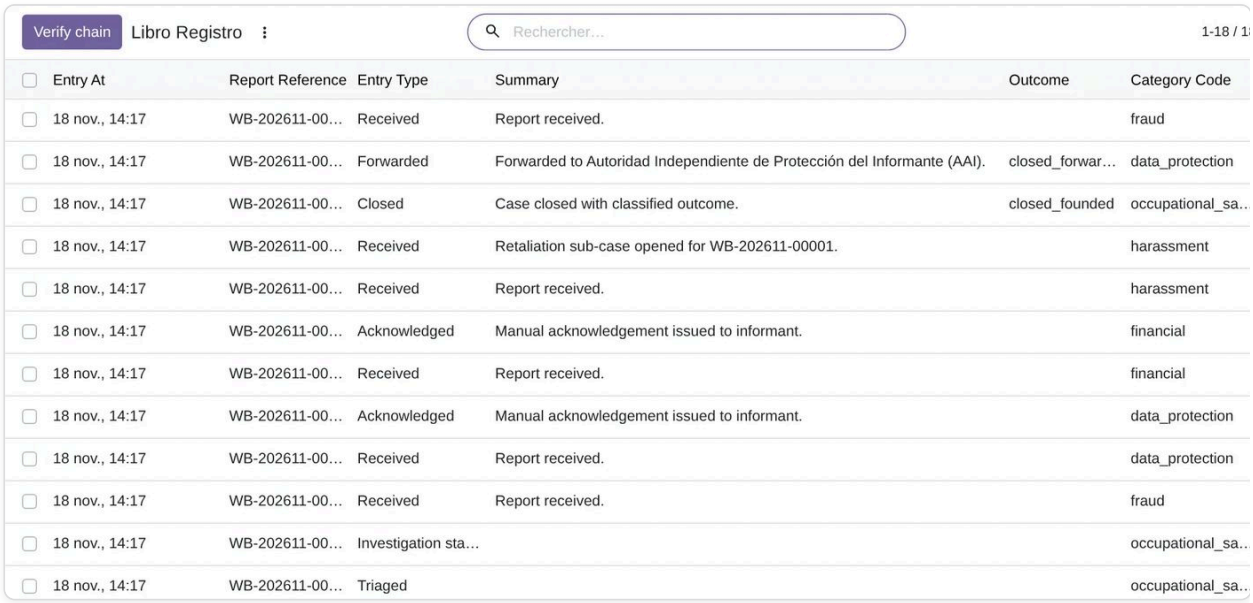
- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste **Reports** avec les signalements d'exemple.

2. ### Clôturez-le avec Close

   Dans l'assistant, choisissez **Founded**, saisissez le résultat et les mesures, puis cliquez sur **Apply Closure**. Le signalement est clôturé comme fondé, l'auteur reçoit un message sur la page hébergée et le registre enregistre une entrée **Closed** avec le résultat closed_founded.

3. ### Vérifiez le registre

   Dans **Canal de signalement › Libro Registro** figure cette entrée, avec son résumé et le résultat closed_founded.



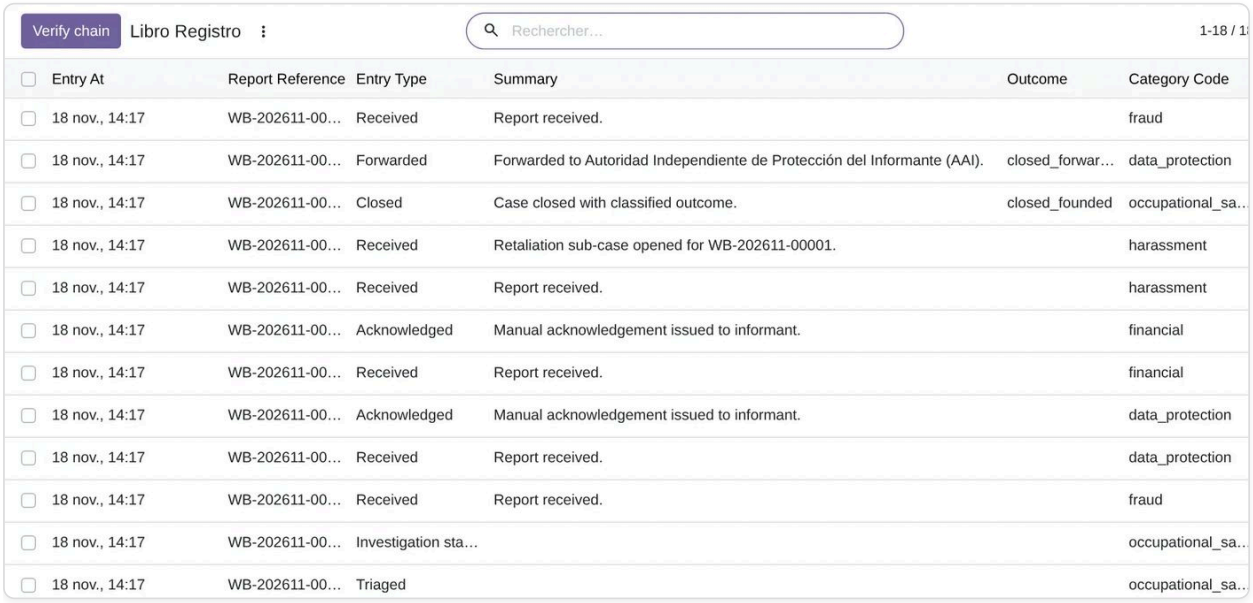
- **Capture réelle d'Odoo 20.** Le registre avec les entrées des signalements d'exemple.

4

Transmettez un autre signalement

Dans WB-202611-00004, celui de la liste de livraisons partagée dans un chat public, choisissez l'autorité dans **Forwarded To Authority** (onglet **Closure outcome**) puis cliquez sur **Forward to authority**. Le signalement est clôturé comme transmis et le registre indique qu'il a été transmis à l'Autorité indépendante de protection des lanceurs d'alerte (AAI). L'envoi à l'autorité est effectué par votre entreprise.

13 Le registre et le paquet d'audit



- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste du registre, avec le bouton de vérification de la chaîne en haut.

Le registre

Le menu est **Canal de signalement › Libro Registro**. C'est le registre des informations reçues et des enquêtes internes que prévoit la Loi 2/2023 art. 26.1 ; la Directive (UE) 2019/1937 art. 18.1 l'appelle registre des signalements. Chaque entrée enregistre la date et l'heure, la référence du signalement, le type, un résumé, le résultat, le code de la catégorie et si elle est anonymisée ; elle ne contient aucune donnée du lanceur d'alerte. Les types que le module écrit sont **Received**, **Acknowledged**, **Triaged**, **Investigation started**, **Extended**, **Closed**, **Forwarded**, **Purged** et **Retention deletion**.

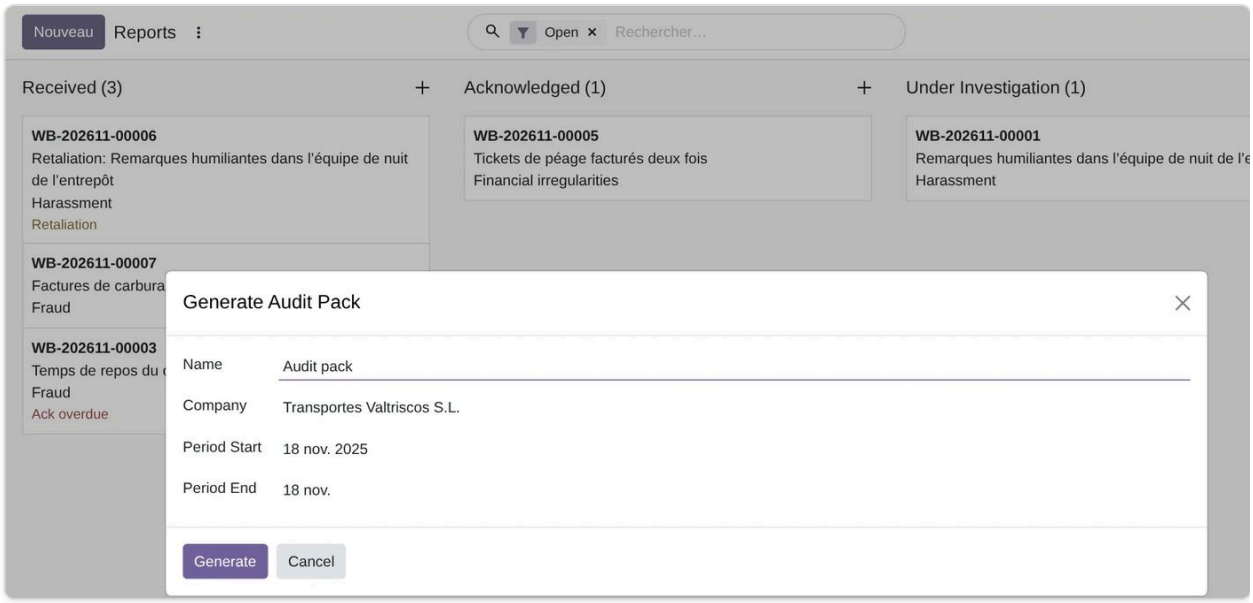
Le registre n'accepte que de nouvelles entrées. Si vous tentez de modifier ou de supprimer une entrée, Odoo répond « The libro-registro is append-only and cannot be modified. » ou « The libro-registro is append-only and cannot be deleted. ». Seule la conservation fait exception : elle anonymise les entrées plus anciennes que le nombre d'années de sa politique.

Vérifier la chaîne

Chaque entrée porte une empreinte SHA-256 chaînée à la précédente de sa société. **Verify chain**, en haut de la liste, parcourt la chaîne de chaque société à laquelle vous avez accès. Si tout est cohérent, Odoo affiche « Libro-registro: chain intact ». Si quelqu'un a modifié hors d'Odoo la référence, le type, le résumé, le résultat ou le code de catégorie d'une entrée, Odoo affiche « Libro-registro: chain broken » et indique la première entrée incohérente.

Le paquet d'audit

1. **Ouvrez l'assistant**
   Ouvrez **Canal de signalement › Audit Packs › Generate Audit Pack**.



- **Capture réelle d'Odoo 20.** L'assistant **Generate Audit Pack**, avec la période proposée.

2 **Indiquez la période**

Renseignez **Period Start** et **Period End**. Par défaut, la période couvre la dernière année jusqu'à aujourd'hui. Vous pouvez modifier le **Name** et la **Company**.

3 **Cliquez sur Generate**

Odoo crée le paquet et ouvre sa fiche, avec son état, la personne qui l'a généré, la date, et le ZIP dans **Pack Attachment**. Odoo enregistre aussi son empreinte SHA-256. Les paquets sont conservés dans **Canal de signalement › Audit Packs**.

Generate Audit Pack	Assistant qui demande la période, la société et le nom, puis génère le paquet.
Generate now	Bouton de la fiche d'un paquet. Il disparaît lorsque le paquet est prêt.
Verify chain	Bouton de la liste du registre. Il contrôle la chaîne d'empreintes.

Contenu du paquet et origine de ses documents

Le ZIP contient le registre de la période au format CSV et PDF, le journal des accès et celui des exécutions de la conservation, des statistiques sans données personnelles, les documents de désignation du Responsable et un README.

Les politiques et les avis de confidentialité se gèrent dans **Canal de signalement › Configuration › Policy documents** et **Canal de signalement › Configuration › Privacy notices** : chacun a un nom, une version, une date d'effet, une société et un texte, et son état est **Draft**, **Published** ou **Superseded**. **Publish** n'apparaît que sur un brouillon et **Supersede**, sur un document publié. L'AIPD se trouve dans **Canal de signalement › Configuration › DPIA artefacts**, avec sa version, sa date et la personne qui l'a approuvée ; son état est **Draft**, **Approved** ou **Superseded**, et **Approve** n'apparaît que sur un brouillon.

> Le registre ne peut pas être modifié ni supprimé depuis Odoo : une entrée erronée reste telle quelle. Lorsque la conservation anonymise les entrées plus anciennes que le nombre d'années de la politique, elle modifie leur résumé et leur référence, et **Verify chain** les signale comme modifiées hors d'Odoo.

Statuts et types d'entrées

Le paquet d'audit a trois statuts : **Generating** pendant sa création, **Ready** lorsqu'il est prêt (le bouton **Generate now** disparaît alors), et **Failed** si la génération a échoué, auquel cas **Generate now** permet de la relancer manuellement.

Avec **Publish**, une politique ou un avis de confidentialité passe de **Draft** à **Published** ; avec **Supersede**, de **Published** à **Superseded**. Avec **Approve**, l'AIPD passe de **Draft** à **Approved** et l'identité de la personne qui l'a approuvée est consignée.

Règles et conditions

- Le registre ne peut pas être modifié ni supprimé depuis Odoo. Les messages d'erreur sont « The libro-registro is append-only and cannot be modified. » et « The libro-registro is append-only and cannot be deleted. ».
- Seule la conservation fait exception : elle anonymise le résumé et la référence des entrées plus anciennes que le nombre d'années de sa politique.
- **Verify chain** parcourt la chaîne société par société et signale la première entrée incohérente.
- **Publish** n'apparaît que sur un brouillon, et **Supersede** sur un document publié. **Approve** n'apparaît que sur une AIPD en brouillon.
- **Generate now** disparaît lorsque le paquet est prêt.

Délais de conservation du registre

La Loi 2/2023 art. 26.2 dispose que les données personnelles du registre ne sont conservées que le temps nécessaire et proportionné, et jamais plus de dix ans. L'art. 32.4 impose de supprimer, trois mois après la réception, les communications pour lesquelles aucune enquête n'a été ouverte, et celles qui n'ont pas été traitées ne peuvent figurer que sous forme anonymisée. Les politiques de conservation se gèrent dans **Canal de signalement › Configuration › Retention policies**. Pour la purge, il y a deux calculs distincts : le module compte depuis la clôture du signalement et la loi compte trois mois depuis la réception de ce qui n'a pas fait l'objet d'une enquête.

Champs et onglets du registre

Company	Société à laquelle appartient l'entrée.
Entry At	Date et heure de l'entrée.
Report Reference	Référence du signalement concerné.
Entry Type	Type de l'entrée.
Summary et **Outcome**	Résumé des faits et résultat, le cas échéant.
Category Code	Code de la catégorie d'infraction.
Anonymised	Indique si la conservation a déjà anonymisé l'entrée.

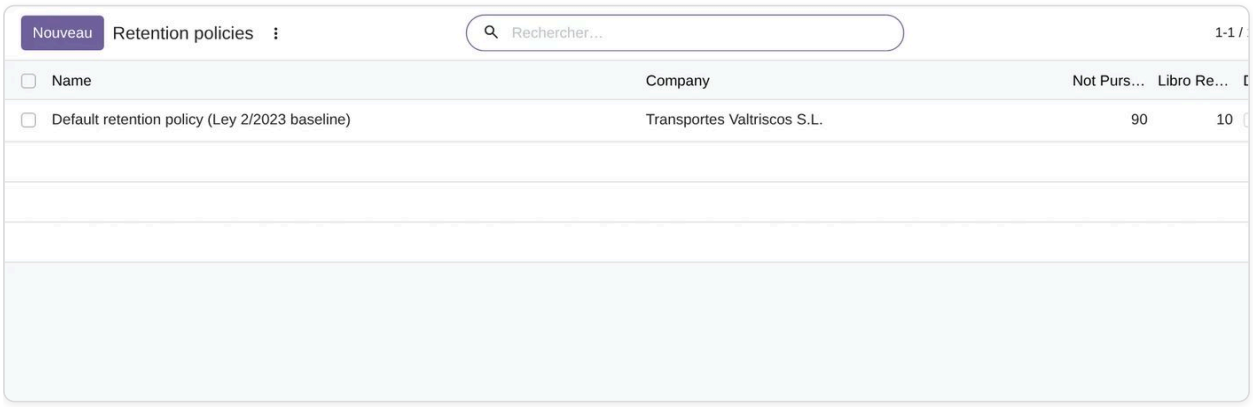
Les formulaires comportent un groupe contenant : **Policy body** pour les politiques, **Notice body** pour les avis et **DPIA body** pour l'AIPD.

Exemple de bout en bout

À l'ouverture de **Canal de signalement › Libro Registro**, 18 entrées apparaissent. Une de type **Received**, pour WB-202611-00007, porte le résumé « Report received. ». Une autre de type **Forwarded**, pour WB-202611-00004, affiche le résultat closed_forwarded et, dans le résumé, le nom de l'autorité. Il y a aussi une entrée **Closed** pour WB-202611-00002, avec le résultat closed_founded, et une entrée **Received** pour WB-202611-00006, le sous-signalement de représailles lié à WB-202611-00001. Vous cliquez sur **Verify chain** pour vérifier la chaîne. Ensuite, vous ouvrez **Canal de signalement › Audit Packs › Generate Audit Pack**, vous conservez la période proposée, de l'année écoulée jusqu'à aujourd'hui, et vous cliquez sur **Generate**. Le paquet apparaît dans **Canal de signalement › Audit Packs** avec son ZIP.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

14 Conservation, demandes RGPD et importation



- **Capture réelle d'Odoo 20.** La liste des politiques de conservation avec la politique par défaut de la société.

La politique de conservation

Vous la trouverez dans **Canal de signalement › Configuration › Retention policies**. À l'installation, une politique par défaut est fournie. La tâche planifiée **Whistleblowing: enforce retention** s'exécute chaque jour et l'applique.

Name	Nom de la politique.
Company	Société à laquelle elle s'applique.
Not Pursued Purge Days	Nombre de jours après la clôture au terme duquel un signalement clôturé comme irrecevable ou infondé est purgé. La valeur par défaut est 90, et elle peut être comprise entre 1 et 90.
Libro Registro Retention Years	Nombre d'années après la clôture au terme duquel les données de l'auteur sont effacées, et nombre d'années au terme duquel les entrées du registre sont anonymisées. La valeur par défaut est 10, et elle peut être comprise entre 1 et 10.
Dry Run	Case du mode test : la tâche compte ce qu'elle effacerait, mais n'efface rien.

Ce qui est purgé et ce qui est conservé

90 jours après la clôture d'un signalement clôturé comme irrecevable ou infondé, la tâche efface le texte des faits, l'identité de l'auteur, le résultat et les mesures, les pièces jointes, les messages, les notes et la clé du dossier. Le signalement passe en **Purged (not pursued)** et le registre enregistre la purge. L'article 32.4 de la loi 2/2023 compte autrement : trois mois à partir de la réception de ce qui n'a pas donné lieu à enquête. Le module

compte à partir de la clôture, donc un signalement ouvert que personne n'instruit n'est pas purgé automatiquement.

10 ans après la clôture, la tâche efface le nom, l'adresse e-mail et les coordonnées de l'auteur des signalements clôturés comme fondés, partiellement fondés, infondés ou transmis, et les place en **Retained anonymised**. Le texte des faits n'est pas effacé. Elle anonymise aussi les entrées du registre de plus de 10 ans. L'article 26.2 de la loi 2/2023 fixe à dix ans au maximum la durée de conservation des données personnelles liées aux signalements et aux enquêtes.

Avec **Dry Run** activé, la tâche n'efface rien : elle compte seulement combien de signalements elle aurait purgés ou anonymisés. Chaque exécution est enregistrée avec sa date, sa société et ces comptages. Cet historique n'a pas d'écran dédié : il figure dans le paquet d'audit.

Demandes d'accès RGPD

Elles se traitent depuis **Canal de signalement › Configuration › Préparation de la demande RGPD (DSAR)**.

1. **Identifiez la personne**
   Saisissez son e-mail dans **Subject email** ou son nom dans **Subject name**. L'un des deux au moins est requis.

2. **Choisissez comment vous vérifiez son identité**
   Dans **Verification Mode**, choisissez **Verified email**, **Signed PDF** ou **In-person ID check**. Avec **Verified email**, l'e-mail de la personne est requis. Avec **Signed PDF** ou **In-person ID check**, consignez la preuve dans **Verification Note**.

3. **Cliquez sur Assemble DSAR**
   L'assistant passe en revue les signalements de la société, déchiffre les données du lanceur d'alerte, recherche les correspondances avec la personne et prépare un ZIP contenant les données trouvées, la liste de ce qui a été masqué et un README. Dans le groupe **Result**, vous voyez **Result Attachment** et **Matched Report Count**. La demande est consignée dans le journal des accès de chaque signalement correspondant.

Si la demande est une demande de suppression, cochez **Right-to-be-forgotten request (art. 17)**. Le ZIP contient alors une lettre de refus fondée sur l'obligation de conservation de la Loi 2/2023 art. 32. Relisez la lettre avant de l'envoyer : le module ne constitue pas un conseil juridique.

> L'assistant n'est visible que du Responsable et du délégué à la protection des données, et uniquement pour leurs propres sociétés. Avec une autre société, Odoo affiche « You can only answer data subject requests of your own companies. ».

Importer des signalements depuis un autre outil

Canal de signalement › Configuration › Import legacy reports lit un CSV de trois colonnes : l'objet (subject ou title), l'indication d'anonymat (anonymous) et la date de réception (received_at). Chaque ligne crée un signalement à l'état **Received** dans le **Channel** choisi, avec son ancienne date de réception : s'il date de plus de 7 jours, il apparaît d'emblée avec l'accusé de réception en retard. Chaque importation est enregistrée comme un lot dans **Canal de signalement › Configuration › Import batches**, à l'état **Done** ou, si une ligne a échoué, **Failed**, avec le nombre d'erreurs.

Le **Vendor** que vous choisissez (Whispli, EQS Integrity Line, WhistleB, Whistlelink, FaceUp, SpeakUp ou autre) est simplement noté, il ne change pas la façon dont le fichier est lu. Ne sont pas importés : le texte des faits,

l'identité du lanceur d'alerte, l'état, les messages ni les pièces jointes.

> La purge ne porte que sur les signalements clos comme irrecevables ou infondés. Un signalement ouvert n'est pas purgé. Les délais du module se comptent en jours calendaires, jours fériés compris.

Les délais et leurs limites

La politique admet entre 1 et 90 jours pour ce qui est non recevable ou infondé et entre 1 et 10 ans pour le registre. Odoo n'enregistre pas de valeurs hors de ces plages et affiche « Not-pursued purge days must be between 1 and 90 (Ley 2/2023 art. 32 cap). » ou « Libro-registro retention must be between 1 and 10 years (Ley 2/2023 art. 26.2 cap). ».

Le module compte les 90 jours depuis la clôture. La loi (Loi 2/2023 art. 32.4) parle de trois mois depuis la réception de ce qui n'a pas fait l'objet d'une enquête. Ce sont deux calculs distincts, et un signalement que personne n'instruit et qui reste ouvert n'est pas purgé tout seul. Le délai de dix ans du registre découle de la Loi 2/2023 art. 26.2.

Ce que fait la tâche quotidienne, étape par étape

- Une fois écoulés les jours de la politique depuis la clôture, elle purge les signalements clos comme irrecevables ou infondés : elle supprime le texte des faits, l'identité du lanceur d'alerte, le résultat, les mesures, les pièces jointes, les messages et les notes, et consigne la purge dans le registre.
- Une fois écoulées les années de la politique depuis la clôture, elle supprime le nom, l'e-mail et le contact du lanceur d'alerte dans les signalements clos comme fondés, partiellement fondés, infondés ou transmis, mais conserve le texte des faits.
- Elle anonymise les entrées du registre plus anciennes que ces années.

Mode test et journal des exécutions

Lorsque la case du mode test (**Dry Run**) est cochée, la tâche se contente de compter ce qu'elle supprimerait. Cela permet de voir l'effet avant de la laisser supprimer. Le journal de chaque exécution enregistre quand elle a eu lieu, pour quelle société, s'il s'agissait d'un test, combien de signalements elle a purgés et combien elle a anonymisés, combien d'entrées du registre elle a anonymisées et le texte d'une erreur le cas échéant. Il n'a pas d'écran : il figure dans le paquet d'audit.

Demande d'accès RGPD : règles et conditions

SITUATION	CE QUI SE PASSE
Ni e-mail ni nom renseignés	Odoo affiche « Provide at least an email or a name. »
Mode de vérification par e-mail sans e-mail de la personne	Odoo affiche « Email verification mode requires the subject email. »
Vérification par PDF signé ou par contrôle en personne, sans note	Odoo affiche « Document the verification proof in the verification note. »
Société qui n'est pas la vôtre	Odoo affiche « You can only answer data subject requests of your own companies. »

Si vous cochez la case de l'art. 17, l'assistant produit une lettre de refus qui cite l'obligation de conservation de la Loi 2/2023 art. 32.

Importation depuis un autre outil

- L'assistant lit l'objet, l'indication d'anonymat et la date de réception.
- Chaque signalement est enregistré à l'état **Received** dans le canal choisi, avec son ancienne date : s'il date de plus de 7 jours, il apparaît d'emblée avec l'accusé de réception en retard.
- Le lot est enregistré avec son état et le nombre d'erreurs.
- Si l'importation échoue complètement, Odoo affiche « Import failed: … », avec le motif de l'échec à la place de %s.

Un exemple de bout en bout

Dans les données d'exemple, la société Transportes Valtriscos S.L. a une politique par défaut de 90 jours et 10 ans. Une personne demande l'accès à ses données. Vous ouvrez **Préparation de la demande RGPD (DSAR)**, saisissez son e-mail, laissez le mode de vérification par e-mail et cliquez sur **Assemble DSAR**. L'assistant parcourt les signalements, déchiffre les données du lanceur d'alerte et compte les correspondances dans **Matched Report Count**. Le ZIP se trouve dans **Result Attachment**. Si la même personne demande en plus la suppression de ses données, cochez la case de l'art. 17 et cliquez de nouveau sur **Assemble DSAR** pour obtenir la lettre de refus.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

15 Les données qui font l'aller-retour

DONNÉE	SENS	QUAND
Identification de la base	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	À la connexion de la base à FlexigoTech Cloud.
Demande d'autorisation du service	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	À l'activation du canal hébergé depuis l'assistant du bouton **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)**.
Paramètres du canal : clé publique de la base, adresse de la page, catégories et langues du canal, adresse des textes légaux, pays de la société, e-mail d'alertes et autres canaux	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	À l'activation du canal.
Acceptation du contrat : qui accepte, quand et quelle version	Reste dans votre Odoo, dans l'onglet du canal hébergé	À l'activation du canal hébergé avec la case d'acceptation.
Confirmation de ce qui a été récupéré	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	Lors d'un passage postérieur à celui qui a enregistré les signalements, jamais dans le même.
Vos messages au lanceur d'alerte, scellés	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	Vous les rédigez avec **Message informant** et ils partent à la récupération suivante.
Demande des dates limites	Votre Odoo vers FlexigoTech Cloud	À chaque récupération.

DONNÉE	SENS	QUAND
Signalements, pièces jointes et messages du lanceur d'alerte, scellés avec la clé de votre base	FlexigoTech Cloud vers votre Odoo	Votre Odoo les récupère toutes les 10 minutes.
Dates limites	FlexigoTech Cloud vers votre Odoo	À chaque récupération.

La clé privée de votre base ne quitte pas votre Odoo. FlexigoTech Cloud ne peut pas lire ce qui est scellé avec la clé publique et ne le conserve que jusqu'à ce que votre Odoo confirme l'avoir reçu. La page hébergée ne conserve pas l'adresse IP de la personne qui signale, ni dans l'application ni dans le journal de son serveur.

Reste uniquement dans votre Odoo : les signalements ouverts et chiffrés, les notes internes, le registre, les journaux d'accès et d'événements et les paquets d'audit. Le registre, le journal des accès et les événements ne peuvent être ni modifiés ni supprimés.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

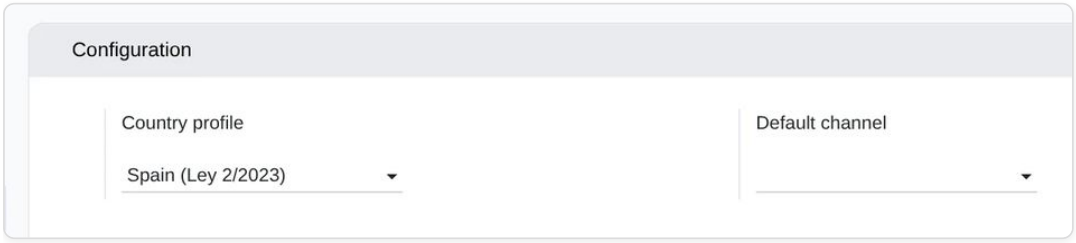
16 Ce qui se fait tout seul

TÂCHE	FRÉQUENCE	CE QU'ELLE FAIT
Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)	Toutes les 10 minutes	Récupère ce qui est arrivé sur la page hébergée, confirme ce qui a été récupéré lors d'un passage précédent, envoie au lanceur d'alerte les messages en attente et lit les dates limites.
Whistleblowing: recompute overdue flags	Toutes les 15 minutes	Recalcule quels signalements ont dépassé le délai d'accusé de réception ou de réponse.
Whistleblowing: deadline reminders	Toutes les heures	Crée une activité par délai dépassé pour le Responsable du Système, sur la fiche du canal. N'en répète pas une identique tant qu'elle reste ouverte.
Whistleblowing: enforce retention	Tous les jours	Applique la politique de conservation : purge les signalements clôturés comme irrecevables ou non fondés et, une fois écoulées les années de la politique, supprime les données du lanceur d'alerte.
Whistleblowing: recompute per-case access validity	Tous les jours	Désactive les autorisations par dossier dont la date d'expiration est déjà passée.

Les sept sont actives par défaut. Les deux autres, qui commencent aussi par Whistleblowing, n'ont rien à faire sur une installation neuve. Pour modifier la fréquence d'une tâche, activez le mode développeur et allez dans **Paramètres › Technique › Automatisation › Actions planifiées**. Elles y figurent sous le nom anglais que vous voyez ici.

En plus de votre Odoo, FlexigoTech Cloud surveille les délais de chaque signalement de la page hébergée. Il écrit à l'adresse e-mail d'avis du canal le jour 5 s'il n'y a pas d'accusé de réception et 14 jours avant la fin du délai de réponse. L'avis ne contient que le canal, la référence et la date, rien du contenu du signalement.

17 Les options et leur valeur par défaut



- **Capture réelle d'Odoo 20.** La section **Canal de signalement** des paramètres, avec son bloc **Configuration**.

OPTION	VALEUR PAR DÉFAUT	CE QU'ELLE FAIT
Country profile (paramètres)	**Spain (Ley 2/2023)**	Elle ne change que le point de départ du délai de réponse : avec le profil Espagne, il court à partir de la réception ; avec tout autre profil, à partir de l'accusé de réception. Aucun profil n'applique la loi d'un autre pays.
Default channel (paramètres)	Vide	Pour l'instant, elle ne change rien : aucune partie du module ne l'utilise.
Anti-virus scanning (paramètres)	Désactivé	Avec la case cochée et ClamAV installé sur le serveur de votre Odoo, les pièces jointes sont analysées contre les virus. Sinon, elles restent non analysées.
Accept Anonymous (canal)	Cochée	Accepte les signalements anonymes. Dans une société d'Espagne, on ne peut pas la désactiver (Ley 2/2023 art. 7.3).
Languages (canal)	Vide	Les langues que le canal transmet à la page hébergée. Si vous n'en choisissez aucune, c'est la langue de la personne qui l'active qui sera utilisée.
Accepted Categories (canal)	Vide	Les catégories d'infraction que le canal transmet à la page hébergée. Elles restent gérées dans **Canal de signalement › Configuration › Categories**.
Not Pursued Purge Days (politique de conservation)	90	Nombre de jours après la clôture au terme duquel les signalements clôturés comme irrecevables ou infondés sont purgés. Valeur comprise entre 1 et 90.
Libro Registro Retention Years (politique de conservation)	10	Nombre d'années après la clôture au terme duquel les données de l'auteur du signalement sont effacées, et nombre d'années au terme duquel les entrées du registre sont anonymisées. Valeur comprise entre 1 et 10.
Dry Run (politique de conservation)	Désactivé	Mode test : la tâche de conservation compte ce qu'elle effacerait mais n'efface rien.

Les délais d'accusé de réception et de réponse ne sont pas ajustés : ils sont de 7 jours et de 3 mois (loi 2/2023, art. 9.2.c et 9.2.d). La prolongation ne peut être demandée qu'une fois par signalement, et la nouvelle date ne peut pas dépasser 6 mois après la réception. Les jours et les mois sont calendaires, jours fériés compris.

Ce qui se fait manuellement

ÉCRAN	BOUTONS
Le signalement	**Acknowledge** délivre l'accusé de réception. **Extend deadline** prolonge le délai en motivant la décision, une fois par signalement. **Close** clôture avec le résultat et les mesures, tous deux obligatoires. **Forward to authority** demande de choisir d'abord l'autorité, enregistre la date, clôture le signalement comme transmis à l'autorité et inscrit l'entrée au registre ; l'envoi reste à votre charge. **Open retaliation sub-case** ouvre un sous-dossier pour représailles. **Log this view** enregistre que vous avez ouvert le signalement. **Message informant** écrit à l'auteur du signalement dans le fil sécurisé.
Le canal	**Publish** passe le canal en publié. **Back to Draft** le remet en brouillon. **Archive** l'archive. **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)** ouvre l'assistant qui demande le consentement avant d'activer le canal hébergé.
Le registre	**Verify chain** parcourt la chaîne des entrées et signale toute incohérence.
Les assistants	**Generate Audit Pack** génère l'archive ZIP du paquet d'audit pour une période. **Import legacy reports** importe un CSV contenant l'objet, le caractère anonyme et la date de réception de chaque signalement.

Log this view et **Message informant** ne sont visibles que par le Responsable du Système, et le bouton du canal hébergé n'est visible que par un administrateur Odoo. Tant qu'un administrateur n'a pas attribué au utilisateur le groupe du Responsable du Système dans sa fiche, personne ne voit le menu **Canal de signalement**.

18 Sécurité et données personnelles

- Le module comporte sept groupes d'utilisateurs : Responsable du Système, Investigator, HR Director (per-case), Legal counsel (per-case), Data Protection Officer, External auditor et Board dashboard. L'article 32.1 de la loi 2/2023 limite l'accès aux données personnelles à une liste fermée de personnes, dans le cadre de leurs fonctions.
- À l'installation, le module n'attribue aucun groupe à personne, pas même à l'administrateur. Tant qu'un administrateur n'a pas attribué le groupe du Responsable du Système à un utilisateur, personne ne voit le menu **Canal de signalement** et ses listes renvoient une erreur d'accès.
- Les faits, le nom et l'adresse électronique de l'auteur du signalement, le résultat, les mesures, les messages et les notes sont chiffrés avec AES-GCM, avec une clé par société. Les pièces jointes ne sont pas chiffrées.
- À l'écran, le contenu et l'identité du lanceur d'alerte ne sont visibles que par le Responsable du Système. Le délégué à la protection des données ne les voit pas non plus : son assistant de demandes RGPD déchiffre l'identité pour retrouver les signalements de la personne qui demande ses données.
- L'enquêteur ne voit que les signalements auxquels il est assigné. Le droit par cas accordé aux RH et au service juridique se limite à un seul signalement, n'inclut pas l'identité du lanceur d'alerte et ne leur donne aucun menu.
- Le journal des accès, le journal des événements et le registre ne peuvent être ni modifiés ni supprimés depuis Odoo. Les entrées du registre sont chaînées avec SHA-256, et le bouton de vérification de la chaîne en contrôle l'intégrité par société.
- Chaque société ne voit que ses propres signalements, canaux, responsables et entrées de registre.
- La conservation est automatique. Une tâche quotidienne purge les signalements clôturés comme irrecevables ou non fondés 90 jours après la clôture. La Ley 2/2023 art. 32.4 compte trois mois à partir de la réception pour ce qui n'a pas donné lieu à enquête. 10 ans après la clôture, la même tâche supprime les données du lanceur d'alerte et anonymise les anciennes entrées du registre.
- FlexigoTech Cloud ne peut pas lire les signalements : la page hébergée conserve chacun d'eux scellé avec la clé publique de votre base jusqu'à ce que votre Odoo confirme la réception, et la clé privée ne quitte jamais votre Odoo.

19 Plusieurs sociétés et groupes de sociétés

Chaque signalement, chaque canal, chaque responsable et chaque entrée du registre est rattaché à sa société, et chaque utilisateur ne voit que ceux des sociétés auxquelles il appartient. Il ne peut y avoir qu'un seul Responsable du Système actif par société : si vous en activez un second, Odoo affiche « Only one active Responsable del Sistema per company is allowed. ». La clé de chiffrement est elle aussi propre à chaque société.

> Si vous modifiez le nom de la société après avoir reçu des signalements, ceux déjà enregistrés ne pourront plus être lus : la clé de chaque société dépend de son nom. Ne le modifiez pas. Si vous devez le faire, écrivez d'abord à comercial@flexigotech.com pour que nous en discutions ensemble.

Dans un groupe de sociétés, vous pouvez partager le canal avec d'autres sociétés depuis le canal lui-même. Les autres sociétés voient le canal, pas ses signalements. L'article 11.2 de la loi 2/2023 permet à un groupe de sociétés de disposer d'un seul système interne d'information, et l'article 12 permet aux entreprises privées de cinquante à deux cent quarante-neuf salariés qui le décident de partager le système et les ressources pour

traiter les communications. L'article 8.6 de la directive (UE) 2019/1937 permet aux entités de 50 à 249 salariés de partager des ressources pour recevoir les signalements et mener les enquêtes. Dans tous les cas, les obligations de confidentialité et de réponse à l'auteur du signalement restent applicables.

Une base de données n'a qu'un seul canal hébergé actif, même si elle compte plusieurs sociétés : l'activer sur un canal le désactive sur les autres. FlexigoTech Cloud propose l'offre Standard à 29 € par mois ou 290 € par an, et l'offre Pro à 58 € par mois ou 580 € par an, hors TVA. L'essai dure 14 jours gratuitement et sans carte bancaire.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

20 En cas de problème

Vous ne voyez pas le menu Canal de signalement	À l'installation, personne ne possède les groupes du module. Un administrateur doit vous attribuer le groupe **Whistleblowing / Responsable del Sistema** dans votre fiche utilisateur.
Le canal ne se publie pas	Cela arrive s'il manque le Responsable, la politique ou l'avis de confidentialité, ou si l'adresse de votre Odoo est en http. Complétez ce qui manque dans la fiche du canal. Pour l'adresse, configurez https avant de publier.
L'assistant du canal hébergé refuse l'adresse ou demande l'acceptation	L'adresse de la page doit comporter de 3 à 40 caractères, parmi des minuscules, des chiffres ou des tirets, sans les mots flexigo ni odoo, et elle ne peut pas être celle d'une autre entreprise. Cochez également la case d'acceptation avant d'activer le canal.
Un bouton du cycle ne permet pas de passer à l'étape suivante	Chaque étape exige un état précis : accuser réception uniquement depuis **Received**, passer au tri uniquement depuis **Acknowledged**, et lancer l'enquête depuis **Acknowledged** ou **Under Triage**. Vérifiez l'état du signalement.
La prolongation du délai est refusée	Elle exige un motif d'au moins 30 caractères. Une seule est accordée par signalement, et la nouvelle date ne peut pas dépasser 6 mois à compter de la réception.
La clôture ne s'achève pas	Il faut renseigner le résultat et le résumé des mesures. Sans les deux, Odoo ne clôture pas le signalement.
La transmission à l'autorité n'avance pas	Choisissez d'abord l'autorité dans l'onglet **Closure outcome** puis cliquez de nouveau sur **Forward to authority**.
Impossible de laisser actif un second Responsable	Il ne peut y avoir qu'un seul Responsable du Système actif par société. Désactivez le précédent avec **Revoke**.
Quelqu'un ne voit pas le contenu d'un signalement	À l'écran, le texte et l'identité du lanceur d'alerte ne sont visibles que par le Responsable du Système, dans l'onglet **Report content**. Les enquêteurs, les RH et le service juridique ne les voient pas.

Les messages d'avertissement s'affichent en anglais, tels que le module les rédige, par exemple « Cannot publish a channel without a Responsable. » ou « Only reports in state 'Received' can be acknowledged. ». Si vous voyez un message qui ne figure pas ici, copiez le texte complet avant de le rechercher.

Autres messages que vous pouvez voir

« Only one active Responsable del Sistema per company is allowed. »	Désactivez avec **Revoke** le Responsable précédent de cette société ou modifiez celui qui est déjà actif.

« Provide at least an email or a name. »	Dans une demande d'accès RGPD, renseignez au moins l'adresse e-mail ou le nom de la personne.
« Email verification mode requires the subject email. »	Si vous vérifiez par e-mail, saisissez l'adresse e-mail de la personne qui fait la demande.
« Document the verification proof in the verification note. »	Indiquez dans la note de vérification comment vous avez contrôlé l'identité.
« Reply body is required. »	Rédigez le message au lanceur d'alerte avant de l'envoyer.
« Select an external authority before forwarding. »	Choisissez l'autorité dans le signalement et relancez la transmission.
« Appointment date cannot be in the future. »	Indiquez une date de nomination d'aujourd'hui ou antérieure.
« A per-case access grant cannot be moved to another case or user: revoke it and grant a new one. »	Révoquez l'autorisation et accordez-en une nouvelle à l'utilisateur ou sur le dossier qui conviennent.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

21 Autres façons de procéder

SOLUTION	CE QUE CELA IMPLIQUE
À la main : une boîte e-mail ou un tableur	Les délais d'accusé de réception et de réponse se comptent à la main, sans alertes d'échéance. Le dossier, les messages et les pièces jointes restent dispersés entre la messagerie et les fichiers de la personne qui traite le cas.
Odoo seul	Odoo 17, 18, 19 et 20 n'incluent pas de canal de signalement en standard : aucun manifeste d'Odoo Community ni d'Enterprise ne mentionne « whistleblow » ni « denuncia ».
Une plateforme de signalement distincte	Un autre système et un autre compte en dehors d'Odoo. Les signalements y vivent et il faut reporter à la main ce qui se fait dans Odoo.
Ce module	Le canal fonctionne dans Odoo. Les signalements arrivent par la page hébergée de FlexigoTech Cloud, anonymes ou nominatifs, et votre Odoo les récupère toutes les 10 minutes et les stocke chiffrés. Chaque signalement suit son cycle avec des boutons et des délais (7 jours pour l'accusé de réception, 3 mois pour la réponse, prolongation motivée plafonnée à 6 mois à compter de la réception), avec des avis et des activités pour le Responsable du Système. Il ajoute le fil sécurisé avec le lanceur d'alerte, le registre chaîné et le dossier d'audit.

22 Offres et prix

9 €

Licence par version d'Odoo.

+ FlexigoTech Cloud

STANDARD

29 €/mois

ou 290 € par an

- Première réponse sous 1 jour ouvré

PRO

58 €/mois

ou 580 € par an

- Première réponse sous 4 heures ouvrées
- Visioconférence si besoin

14 jours d'essai, sans carte

Prix hors TVA

La licence du module est établie par version d'Odoo. FlexigoTech Cloud se règle au mois ou à l'année, et l'essai de 14 jours ne demande pas de carte bancaire.

23 Questions fréquentes

Fonctionne-t-il sans FlexigoTech Cloud ?

Non.

Fonctionne-t-il sur Odoo Online ?

Non. Odoo Online ne permet pas d'installer de modules tiers.

Faut-il Odoo Enterprise ?

Non. Ses dépendances (base, web, mail, website, portal, calendar et le module de FlexigoTech Cloud) n'incluent aucun module d'Enterprise.

Sur quelles versions d'Odoo fonctionne-t-il ?

Sur Odoo 17, 18, 19 et 20.

Qui est tenu d'avoir un canal interne ?

Les entreprises du secteur privé de cinquante salariés ou plus (Ley 2/2023 art. 10.1.a ; Directive (UE) 2019/1937 art. 8.3).

Accepte-t-il les signalements anonymes ?

Oui. Sur la page hébergée, le lanceur d'alerte choisit entre signaler de façon anonyme ou avec son nom et son e-mail. Dans une société d'Espagne, l'option d'accepter les signalements anonymes ne peut pas être décochée (Ley 2/2023 art. 7.3).

Comment un signalement arrive-t-il dans mon Odoo ?

Le lanceur d'alerte l'envoie par la page hébergée de FlexigoTech Cloud. Il arrive scellé et votre Odoo le récupère toutes les 10 minutes avec la tâche **Whistleblowing: hosted channel (FlexigoTech Cloud)** et le stocke chiffré.

FlexigoTech peut-il lire les signalements ?

Non. Chaque signalement arrive scellé avec la clé publique de votre base et la clé privée ne quitte pas votre Odoo.

Conservez-vous l'adresse IP de la personne qui signale ?

Non. La page hébergée ne la conserve ni dans l'application ni dans le journal de son serveur. Pour freiner les abus, elle utilise seulement, en mémoire, une empreinte de l'IP qui change chaque jour.

Quels délais calcule-t-il et d'où viennent-ils ?

L'accusé de réception, dans les sept jours calendaires (Loi 2/2023 art. 9.2.c ; Directive art. 9.1.b), et la réponse, dans les trois mois (Loi 2/2023 art. 9.2.d ; Directive art. 9.1.f). Avec le profil Espagne, le délai de réponse court à partir de la réception ; avec un autre profil, à partir de l'accusé.

Comment prolonger le délai, et jusqu'à quand ?

Avec le bouton **Extend deadline** : une prolongation motivée par le signalement, de trois mois au maximum (Loi 2/2023 art. 9.2.d), sans dépasser 6 mois à compter de la réception. La justification doit comporter au moins 30 caractères.

Que se passe-t-il quand un délai expire ?

La fiche du signalement l'affiche en rouge et le Responsable du Système reçoit une activité dans la fiche du canal. Les tâches planifiées recalculent les délais échus toutes les 15 minutes et créent les activités toutes les heures. Pour les signalements de la page hébergée, FlexigoTech Cloud envoie en plus un courriel à l'adresse d'alertes.

Dans quelles langues s'affiche la page hébergée ?

En espagnol, anglais, catalan, portugais, français ou allemand, selon les langues du canal. Il n'existe pas d'italien, de néerlandais ni de polonais.

Comment l'entreprise communique-t-elle avec le lanceur d'alerte ?

Par le fil sécurisé de chaque signalement : le message est scellé et transmis à la page hébergée. Le lanceur d'alerte le lit avec son code de suivi et répond par messages et pièces jointes.

Réserve-t-il des réunions en présentiel ?

Non. L'onglet **Meetings** est seulement une liste indiquant la date de demande et la date de tenue de chaque réunion.

Peut-on enregistrer un signalement oral ?

Le texte d'un signalement oral ne peut pas être saisi à la main. Le module n'enregistre ni ne transcrit les communications orales.

Qui peut lire un signalement ?

À l'écran, le texte et l'identité du lanceur d'alerte ne sont visibles que par le Responsable du Système ; l'assistant de demandes RGPD du délégué à la protection des données déchiffre l'identité pour retrouver les signalements de la personne qui demande ses données. Ni les enquêteurs assignés, ni les RH, ni le service juridique ne les voient. L'article 32.1 de la loi 2/2023 limite l'accès aux données personnelles à une liste fermée de personnes.

Comment donner accès aux RH ou au Juridique ?

Par un droit accordé cas par cas, dans l'onglet **Access grants** du signalement, avec le rôle **HR Director** ou **Legal counsel**, et avec le groupe per-case correspondant. Ce droit peut expirer et être révoqué, et n'inclut pas l'identité du lanceur d'alerte. Ces deux groupes n'ont aucun menu dans le module.

Transmet-il le signalement à l'autorité ?

Non. **Forward to authority** indique à quelle autorité vous l'avez transmis, clôture le signalement comme transmis et inscrit l'entrée dans le registre. L'envoi, c'est vous qui le faites.

Notifie-t-il à l'A.A.I. la désignation du Responsable ?

Non. La notification (Loi 2/2023 art. 8.3) est faite par l'entreprise, puis elle coche la case **Notified To Aai**.

Qu'est-ce que le registre et comment le vérifier ?

C'est le registre de l'art. 26 de la Loi 2/2023. Il n'accepte que de nouvelles entrées, et chacune porte une empreinte SHA-256 chaînée. Le bouton **Verify chain** parcourt la chaîne et signale la première incohérence.

Que contient le paquet d'audit ?

Un ZIP de la période choisie, avec le registre en CSV et en PDF, les journaux d'accès et de conservation, des statistiques sans données personnelles, les documents de désignation du Responsable et un README. On le crée avec **Generate Audit Pack** et il apparaît dans **Canal de signalement › Audit Packs**.

Que supprime-t-il seul, et quand ?

90 jours après la clôture, il purge les signalements irrecevables ou infondés. La loi (art. 32.4) compte trois mois à partir de la réception pour ce qui n'a pas fait l'objet d'une enquête, donc un signalement ouvert que personne n'instruit n'est pas purgé automatiquement. Au bout de 10 ans, il efface l'identité du lanceur d'alerte des signalements clôturés et anonymise l'ancien registre (Loi 2/2023 art. 26.2).

Comment répondre à une demande d'accès RGPD ?

Avec **Canal de signalement › Configuration › Préparation de la demande RGPD (DSAR)** : vous indiquez la personne, choisissez comment vérifier son identité, et l'assistant prépare un ZIP avec ce qu'il trouve.

Importe-t-il des signalements depuis un autre outil ?

Il importe depuis un CSV uniquement l'objet, le caractère anonyme ou non, et la date de réception. Il n'importe ni le texte des faits, ni l'identité du lanceur d'alerte, ni le statut, ni les messages, ni les pièces jointes.

Convient-il à un groupe de sociétés ?

Oui : le canal peut être partagé avec d'autres sociétés. La Loi 2/2023 art. 12 et la Directive art. 8.6 permettent de partager des ressources entre entreprises de 50 à 249 salariés.

Convient-il hors d'Espagne ?

Le profil pays change uniquement le point de départ du délai de réponse : avec le profil Espagne, à partir de la réception ; avec les autres, à partir de l'accusé de réception, comme dans la Directive. Le module n'applique pas les lois nationales d'autres pays, et la page hébergée ne propose ni italien, ni néerlandais, ni polonais.

Dans quelles langues s'affichent les écrans ?

Presque tous les écrans s'affichent en anglais, dans toutes les langues, y compris en espagnol.

Est-ce un conseil juridique ?

Non. Le module n'enquête pas et ne décide pas : cela relève du Responsable du Système.

GUIDE DU MODULE · WHISTLEBLOWING

24 Glossaire

Système interne d'information	L'ensemble formé par le canal, le Responsable, la procédure et les registres avec lesquels une entreprise reçoit et traite les signalements. La Loi 2/2023 oblige les entreprises du secteur privé de cinquante salariés ou plus à le mettre en place (art. 10.1.a). La Directive (UE) 2019/1937 l'exige à son art. 8.3.
Canal interne	La voie par laquelle le lanceur d'alerte communique le signalement à l'entreprise elle-même. Dans ce module, il s'agit de la page hébergée de FlexigoTech Cloud.
Canal externe	La voie de signalement auprès d'une autorité publique. Le module indique seulement à quelle autorité externe vous avez transmis un signalement avec **Forward to authority**.

Responsable du Système	La personne ou l'organe collégial qui gère les signalements. Il est désigné par l'organe d'administration (Loi 2/2023 art. 8.1).
Lanceur d'alerte	La personne qui communique le signalement, avec son nom ou de manière anonyme.
Personne concernée	La personne mise en cause dans le signalement. Si le signalement donne son nom, il figure dans le texte des faits, qui est conservé chiffré.
Accusé de réception	L'avis adressé au lanceur d'alerte indiquant que son signalement a bien été reçu. Il doit être donné dans les sept jours calendaires à compter de la réception (Loi 2/2023 art. 9.2.c).
Délai de réponse	Trois mois pour informer des suites données. Avec le profil Espagne, il court à partir de la réception (Loi 2/2023 art. 9.2.d). Avec un autre profil, à partir de l'accusé (Directive art. 9.1.f).
Prolongation motivée	Une prolongation justifiée du délai de réponse, de trois mois au maximum (Loi 2/2023 art. 9.2.d). Le module la limite à une seule par signalement et à 6 mois à compter de la réception.
Registre	Le registre des informations reçues et des enquêtes internes (Loi 2/2023 art. 26.1). Il n'accepte que de nouvelles entrées.
Chaîne SHA-256	L'empreinte qui relie chaque entrée du registre à la précédente. **Verify chain** la parcourt et signale la première incohérence.
Paquet d'audit	Un ZIP généré pour une période avec **Generate Audit Pack**. Son empreinte est conservée.
Représailles	Tout acte préjudiciable envers la personne qui signale, interdit par la Loi 2/2023 (art. 36.1). Depuis un signalement, vous pouvez ouvrir un sous-signalement avec **Open retaliation sub-case**.
A.A.I.	L'Autorité indépendante de protection du lanceur d'alerte. La désignation du Responsable doit lui être notifiée (Loi 2/2023 art. 8.3). Le module ne fait pas cette notification.
Délégué à la protection des données	Il veille sur les données personnelles et dispose d'un groupe propre. Il n'ouvre pas les signalements : son assistant de demandes RGPD déchiffre l'identité du lanceur d'alerte pour retrouver les signalements de la personne qui demande ses données.
Autorisation par dossier	Un accès à un signalement précis pour un utilisateur précis, avec une date d'expiration facultative et révocable.
Journal des accès	Les annotations de chaque signalement (qui, quand et ce qu'il a fait), qui ne peuvent être ni modifiées ni supprimées. Elles sont ajoutées lors d'un clic sur **Log this view** et lors de la préparation d'une demande d'accès RGPD.
Purge	La suppression du contenu d'un signalement clôturé comme irrecevable ou infondé, 90 jours après la clôture. La loi (art. 32.4) compte trois mois à partir de la réception pour ce qui n'a pas fait l'objet d'une enquête.
Anonymisation	La suppression des données qui identifient le lanceur d'alerte dans les signalements résolus, après les années prévues par la politique depuis la clôture (10 par défaut). La Loi 2/2023 art. 26.2 fixe un maximum de dix ans.
Page hébergée	La page publique de FlexigoTech Cloud où le lanceur d'alerte envoie son signalement. Elle s'active depuis le canal.
Code de suivi	Un code de 26 caractères que la page n'affiche qu'une seule fois au lanceur d'alerte. Avec lui, il peut relire les messages et répondre.

Scellement	Le chiffrement avec la clé publique de votre base. FlexigoTech Cloud ne peut pas lire ce qui est scellé : seul votre Odoo peut l'ouvrir.

25 Liste de contrôle et contact

- [ ] Vous disposez d'Odoo 17, 18, 19 ou 20 sur Odoo.sh ou sur votre propre serveur, avec l'application Site web.
- [ ] Vous avez installé le module.
- [ ] Vous avez commencé l'essai de 14 jours de FlexigoTech Cloud, sans carte bancaire.
- [ ] Vous avez attribué le groupe **Whistleblowing / Responsable del Sistema** à la personne qui le sera, et créé sa fiche dans **Canal de signalement › Configuration › Responsables**, avec son document de désignation.
- [ ] Vous avez chargé la politique du canal et l'avis de confidentialité.
- [ ] Vous avez publié le canal avec le bouton **Publish**. Votre Odoo doit disposer d'une adresse https.
- [ ] Vous avez activé la page hébergée depuis le canal, avec le bouton **Hosted channel (FlexigoTech Cloud)**.
- [ ] Vous avez communiqué l'adresse de la page au personnel.
- [ ] Vous avez attribué les groupes du module aux personnes qui en ont besoin.
- [ ] Vous avez envoyé un signalement de test, vous l'avez consulté dans **Canal de signalement › Reports** et vous avez cliqué sur **Acknowledge**.
- [ ] Dans **Canal de signalement › Libro Registro**, vous avez cliqué sur **Verify chain** et la chaîne est cohérente.

Si vous souhaitez que nous le mettions en place avec vous, écrivez-nous. 2 mois de support inclus dans tous les achats : nous vous aidons à l'installer, à le configurer et à le faire fonctionner, par courriel et visioconférence. Tant que vous disposez de l'abonnement, le support du service reste inclus.

E-mail

Pour l'installer, le configurer ou pour toute question.
comercial@flexigotech.com

Sur le web

La page du module, avec le guide et les prix.
flexigotech.com/fr/canal-denuncias-odoo.html

Sur Odoo Apps

La page du module sur la boutique d'Odoo.
apps.odoo.com

Whistleblowing for Odoo est un module de FlexigoTech pour Odoo. FlexigoTech est une marque de Flexibles y Accesorios Gobe, S.L. (Barcelone, Espagne).